Nº 11F0019M au catalogue — Nº 479
ISSN 1205-9161
ISBN 978-0-660-74145-1

Direction des études analytiques : documents de recherche

Taux de survie et rendement des entreprises appartenant à des Autochtones

par Landry Kuate

Date de diffusion : le 18 novembre 2024

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous «Contactez-nous»> « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Industrie, 2024

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Taux de survie et rendement des entreprises appartenant à des Autochtones

par

Landry Kuate

Division de l'analyse économique
Statistique Canada

11F0019M N° 479
2024006
ISSN 1205-9161
ISBN 978-0-660-74145-1

Le 18 novembre 2024

Direction des études analytiques
Documents de recherche

La série Direction des études analytiques : documents de recherche permet de faire connaître les travaux de recherche effectués par le personnel de la Direction des études analytiques et les collaborateurs. Cette série a pour but de favoriser la discussion sur divers sujets, notamment le travail, l'immigration, la scolarité et les compétences, la mobilité du revenu, le bien-être, le vieillissement, la dynamique des entreprises, la productivité, les transitions économiques et la géographie économique. Le lecteur est invité à faire part aux auteurs de ses commentaires et suggestions.

Tous les documents de la série Direction des études analytiques : documents de recherche font l'objet d'une révision interne et d'une révision par les pairs. Cette démarche vise à faire en sorte que les documents soient conformes au mandat de Statistique Canada à titre d'organisme statistique gouvernemental et qu'ils respectent les normes généralement reconnues régissant les bonnes méthodes professionnelles.

Tout en respectant la politique, les lignes directrices et les principes généraux du *Manuel de la politique administrative du Conseil du Trésor* relatifs à l'emploi du féminin dans les écrits gouvernementaux, dans les textes qui traitent de collectivités, l'emploi du masculin générique est utilisé pour des raisons stylistiques et d'économie d'espace.

Remerciements

L'auteur souhaite remercier Amélie Lafrance-Cooke, Wulong Gu, Danny Leung, Weimin Wang, Patrice Rivard, Jacqueline Palladini et Alex Chernoff pour leurs commentaires utiles. L'auteur souhaite également remercier les évaluateurs du Centre de statistiques et de partenariats autochtones. Un grand merci également à Bassirou Gueye et Javier Oyarzun pour leur expertise dans la préparation des données.

Table des matières

Résumé **5**

1 Introduction **6**

2 Données et méthodologie **8**

2.1 Données 8

2.2 Méthodologie 11

3 Résultats **13**

3.1 Analyse descriptive 13

3.2 Résultats de l'analyse empirique 22

3.2.1 Analyse de survie de Kaplan-Meier 22

3.2.2 Modèle à risques proportionnels de Cox 23

3.2.3 Modèle des moindres carrés ordinaires groupés avec imputation multiple 25

4 Discussion **29**

5 Conclusion **31**

6 Annexe **32**

Bibliographie **34**

Résumé

Le présent article porte sur la quantification du rendement économique, y compris le taux de survie, des entreprises appartenant à des Autochtones par rapport à celles appartenant à des non-Autochtones au cours des dernières décennies au Canada. Il s'appuie sur l'intérêt grandissant des décideurs pour l'élaboration de politiques qui soutiennent l'intégration des groupes racisés et des Autochtones sur le plan social et économique.

L'analyse s'appuie sur la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE) et sur des mesures des caractéristiques des propriétaires d'entreprises, y compris l'identité autochtone de 2005 à 2018. L'analyse empirique utilise l'estimation par imputation multiple d'un modèle de données de panel ainsi que des statistiques descriptives pour évaluer les caractéristiques socioéconomiques, y compris les écarts de productivité du travail et les revenus selon le sous-groupe des entreprises appartenant à des Autochtones par rapport à celles appartenant à des non-Autochtones.

Les résultats indiquent que, bien que l'écart se rétrécisse au fil du temps, les entreprises appartenant à des Autochtones ont été moins productives (-7,5 %) et ont enregistré des revenus inférieurs (-2,7 %) par rapport à celles appartenant à des non-Autochtones. Cet écart de rendement est plus de deux fois plus élevé dans les régions rurales comparativement aux régions urbaines. En outre, les constatations de l'analyse sur la survie indiquent que les entreprises appartenant à des Autochtones étaient plus susceptibles (+18,41 %) de quitter le marché, en moyenne, que les entreprises appartenant à des non-Autochtones.

Enfin, l'article fait état des facteurs qui pourraient expliquer le rendement relativement faible des entreprises appartenant à des Autochtones par rapport à celles appartenant à des non-Autochtones. Les contraintes en matière de finances et de capacités représentent les principaux obstacles à la participation économique et au développement des entreprises appartenant à des Autochtones.

1 Introduction

Les décideurs se demandent comment soutenir, tant sur le plan social que sur le plan économique, les groupes visés par l'équité en matière d'emploi (EE), à savoir les groupes racisés, les personnes ayant une incapacité, les Autochtones et les femmes. Cet objectif peut être partiellement atteint en encourageant la propriété d'entreprises chez les personnes de ces groupes, car il s'agit d'un moteur important de la croissance économique et de la création d'emplois (Picot, Manser et Lin, 1998; Papadaki, Chami et Branch, 2002; Green, Liu, Ostrovski et Picot, 2016; Grekou et Liu, 2018). Un grand nombre de publications étudient différents aspects du rendement des entreprises appartenant majoritairement à des personnes issues des groupes visés par l'EE. Qu'elles portent principalement sur la productivité du travail (Grekou, 2020; Grekou et Watt, 2021), les taux de propriété d'entreprises (Gueye, Lafrance-Cooke and Oyarzun, 2022), les activités d'exportation (Conseil canadien pour l'entreprise autochtone et Affaires mondiales Canada, 2023[1]; Sekkel et Wang, 2024), les taux de survie (Robb, 2002; Du Rietz et M. Henrekson, 2000; Fairlie et Robb, 2009; Couture et Houle, 2020) ou le rendement financier (Gueye B., 2023; Bemrose et Lafrance-Cooke, 2022), les études antérieures ont montré que les entreprises détenues par des personnes des groupes visés par l'EE sont, en moyenne, sous-représentées et susceptibles d'avoir un rendement inférieur comparativement à celles appartenant à des personnes ne faisant pas partie d'un groupe visé par l'EE. La présente étude contribue à la littérature existante en proposant un examen du rendement économique des entreprises détenues par des Autochtones, une population qui affiche une participation croissante à l'économie canadienne[2].

Les Autochtones représentent 5 % de la population et leur contribution au produit intérieur brut (PIB) du Canada s'est située à près de 2,2 % en 2020 (Ayotte et Bridger, 2022). Le secteur des entreprises autochtones joue un rôle important dans la création de richesse et d'emplois pour les communautés locales. En 2018, le nombre d'entreprises appartenant à des Autochtones au Canada a été estimé à 37 000, en hausse d'environ 36 % par rapport à 2005 (Gueye, Lafrance-Cooke et Oyarzun, 2022). Cependant, les écarts observés sur le plan socioéconomique entre les Autochtones (en particulier ceux vivant dans les réserves) et les non-Autochtones au Canada ont réduit la probabilité d'entrée et de survie des entreprises détenues par des Autochtones (Leach, Baer et Yu, 2020). Ces écarts sont prédominants dans les régions rurales et éloignées et sont liés entre autres au revenu, au niveau de scolarité et à l'emploi (Wilson et Macdonald, 2010; Leach, Lars-Anders Baer et Yu, 2020). Le gouvernement a lancé plusieurs initiatives et programmes visant à réduire les disparités économiques entre les Autochtones et les non-Autochtones au Canada et à promouvoir la réconciliation économique[3]. Selon le rapport de 2016 du Conseil national de développement économique des Autochtones, l'élimination des écarts observés au chapitre des possibilités offertes aux communautés autochtones partout au Canada se serait traduite par une hausse du PIB de 27,7 milliards de dollars en 2015.

Diverses caractéristiques de l'économie autochtone, notamment l'état des infrastructures, le manque d'accès au capital et les inégalités structurelles historiques et persistantes, constituent les principaux obstacles à l'origine de son retard de développement (Buckland, Mckay et Reimer, 2016; Buckland, 2017; et Collin, 2011). Une autre contrainte importante qui limite le rendement des entreprises appartenant à des Autochtones est liée à leur situation géographique, car elle

1. Pour obtenir plus de renseignements, consulter le document suivant : report-adawe-rapport-fra.pdf (international.gc.ca).
2. Selon les données du Recensement de la population de 2021, la population autochtone continue de croître au Canada; elle a atteint 1,8 million de personnes, ce qui correspond à un taux d'accroissement de 9,4 % de 2016 à 2021 (produit nº 98-510-X2021001 au catalogue de Statistique Canada.). Toujours selon les données du recensement, au cours de cette période, la population des Premières Nations a augmenté de 9,7 %, celle des Inuit, de 8,5 % et celle des Métis, de 6,3 %.
3. Plusieurs programmes ont été lancés par le gouvernement en vue de soutenir le développement économique communautaire, de même que les entrepreneurs et les propriétaires d'entreprises autochtones partout au Canada. Consulter le lien suivant : Développement commercial et économique pour les Autochtones – Canada.ca.

contribue à déterminer leur niveau de connexion avec les marchés. En fait, d'un point de vue commercial, le fait d'être situé près des régions métropolitaines et à proximité des services et des infrastructures peut offrir des avantages économiques considérables, comparativement aux régions rurales et éloignées (Agarwal, Rahman et Errington, 2009; Martin, McHugh et Johnson, 1993). Par exemple, Haaris et Alessandro (2019) observent que les bénéfices, les revenus et le nombre d'entreprises par résident ont tendance à être considérablement plus faibles pour les entreprises situées dans des subdivisions de recensement (SDR) autochtones, qui se trouvent généralement dans des régions rurales isolées ou à faible densité, comparativement aux entreprises situées dans des SDR non autochtones ayant une taille de population similaire[4]. De plus, selon un rapport du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone et d'Affaires mondiales Canada (2023), les petites et moyennes entreprises (PME) exportatrices appartenant à des Autochtones sont moins susceptibles d'exporter, par rapport à la moyenne canadienne, qui est de 42 % pour les entreprises situées dans les communautés autochtones et de 65 % pour celles situées dans des régions éloignées.

Malheureusement, en raison de l'absence de données pertinentes, les tentatives des chercheurs de mesurer et de suivre les performances des entreprises dirigées par des Autochtones demeurent rares (Chernoff et Cheung, 2023). En s'appuyant sur les sources de données et les recherches les plus récentes, Chernoff et Cheung (2023) indiquent que la situation économique des Autochtones s'est améliorée au cours des dernières décennies. De plus, leur étude indique que les paramètres institutionnels, tels que les restrictions aux droits de propriété et les lacunes en matière d'infrastructures et de financement, restent un obstacle à leur développement économique. Bien que significative pour la littérature connexe, l'étude de Chernoff et Cheung (2023) est essentiellement de nature descriptive et ne permet pas de mesurer l'écart de rendement entre les entreprises en fonction de l'appartenance majoritaire aux Autochtones.

Le présent article utilise les données récentes sur les caractéristiques des propriétaires d'entreprise, y compris l'identité autochtone; il a pour objet de quantifier les lacunes en matière de rendement économique entre les entreprises détenues par des Autochtones et les entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones au cours des dernières décennies au Canada. En d'autres termes, ce document vise à déterminer l'écart de rendement entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Une analyse supplémentaire documente en outre les facteurs qui pourraient influencer les résultats.

Le présent article contribue à l'évolution de la recherche de plusieurs façons. Premièrement, en se fondant sur des données longitudinales, il fournit une estimation des disparités économiques entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones. En plus d'utiliser les indicateurs habituels de rendement économique comme que la productivité du travail et les revenus, une analyse de survie a été effectuée pour mettre en lumière la probabilité de survie au cours de la période étudiée. Deuxièmement, cet article apporte une contribution sur le plan méthodologique. Il utilise la technique de l'imputation multiple pour minimiser les erreurs introduites dans les données lors de l'insertion de données manquantes et outrepasse les frontières de l'analyse descriptive de base des études antérieures. Au lieu de cela, les résultats de la présente étude sont obtenus à l'aide d'un modèle économétrique et d'une analyse de survie. Enfin, une discussion est présentée sur les facteurs et les mécanismes qui pourraient déterminer les résultats. Cette discussion permet de brosser un tableau complet des facteurs qui favorisent ou qui retardent le rendement économique des entreprises détenues par des Autochtones.

4. L'analyse présentée dans cet article, qui propose une distinction entre entreprises appartenant à des Autochtones et entreprises appartenant à des non-Autochtones, porte sur les entreprises détenues majoritairement par des Autochtones et non sur celles situées dans des communautés autochtones comme dans Haaris et Alessandro (2019).

Pour répondre à la question de recherche, cette étude utilise la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), pour la période de 2005 à 2018, afin de suivre la probabilité de survie, la productivité et les revenus des entreprises. Elle intègre un nouvel indicateur élaboré par Gueye, Lafrance-Cooke et Oyarzun (2022) qui identifie et classe les entreprises détenues par des Autochtones comme étant détenues par des membres des Premières Nations, des Inuit, des Métis ou des personnes d'une autre identité autochtone. Avec la BDCDEE, il est également possible de déterminer d'autres caractéristiques des propriétaires, comme le sexe et l'âge des principaux propriétaires.

L'analyse empirique s'articule autour de deux composantes : les statistiques descriptives et la modélisation économétrique. Cette dernière composante comprend l'analyse de survie de Kaplan-Meier, l'analyse de régression à risques proportionnels de Cox et un modèle de régression sur données de panel. Les deux premiers modèles sont utilisés pour évaluer la survie des entreprises, tandis que le troisième examine à la fois leurs revenus et leur productivité du travail en fonction de l'identité autochtone des principaux propriétaires.

Le reste du document est organisé comme suit. La section 2 décrit les données et la méthodologie de l'étude. Les sections 3 et 4 présentent les résultats et font état des facteurs possibles les influençant. Enfin, la conclusion est présentée à la section 5.

2 Données et méthodologie

2.1 Données

La présente étude repose sur les données de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE) de Statistique Canada pour la période allant de 2005 à 2018. Tenue par Statistique Canada, la BDCDEE est un ensemble de fichiers qui peuvent être couplés pour obtenir des données appariées entre les employés et les employeurs du marché du travail canadien. Elle est fondée sur des sources de données administratives traitées qui proviennent de Statistique Canada, de l'Agence du revenu du Canada, d'Emploi et Développement social Canada et d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. La BDCDEE est créée à partir des fichiers de composantes, permettant ainsi aux chercheurs d'accéder à des variables traitées au niveau de la personne, de la famille, de l'emploi et de l'entreprise. Le principal fichier de composantes utilisé dans cette étude est le Fichier longitudinal de microdonnées des comptes nationaux (FLMCN), une base de données longitudinales complète sur les entreprises canadiennes dérivée de l'État de la rémunération payée (feuillets T4), du Compte de programme de retenues sur la paie (PD7) et de la Déclaration de revenus des sociétés (T2).

Identification des entreprises détenues par des Autochtones

Les données sur les propriétaires d'entreprises sont utilisées pour déterminer si une entreprise appartient à des Autochtones en se fondant sur un nouveau couplage de données de la BDCDEE, du Recensement de la population (2001, 2006, 2016) et de l'Enquête nationale auprès des ménages (2011). Les propriétaires d'entreprises sont déterminés en couplant le fichier maître sur les particuliers T1 (FMPT1) aux fichiers des parts de propriété des entreprises constituées en société (T2S50) et non constituées en société (DFDE T1)[5]. Le couplage fournit les

5. Les propriétaires d'entreprises constituées en société sont identifiés grâce à l'annexe 50 de la déclaration T2, qui fournit des renseignements sur la propriété d'entreprises sur les actionnaires détenant au moins 10 % des actions ordinaires ou privilégiées pour toutes les sociétés qui se sont identifiées comme des sociétés privées sous contrôle canadien ou autres sociétés privées dans le champ type de société (L0040_0) de l'annexe 200. Pour les propriétaires d'entreprises non constituées en société, avant 2005, l'identification ne pouvait être effectuée qu'avec le formulaire T1 (T1H ou FMPT1). À partir de 2005, les renseignements sur les propriétaires d'entreprises non constituées en société peuvent être identifiés à partir des fichiers T1 et des fichiers de déclaration financière T1 (DFT1).

caractéristiques démographiques des propriétaires d'entreprise, y compris leur identité autochtone et l'identité des principaux propriétaires. Comme Gueye, Lafrance-Cooke and Oyarzun (2022), la présente étude considère qu'une entreprise appartient à des Autochtones si plus de la moitié des actions sont détenues par des personnes qui s'identifient comme membres des Premières Nations, Métis, Inuit ou personnes d'une autre identité autochtone. Le dernier groupe est composé d'entreprises détenues par des personnes ayant plusieurs identités autochtones ou détenues conjointement par des personnes qui déclarent appartenir à l'une des trois identités autochtones, mais aucun groupe ne contrôle plus de 50 % des actions. Enfin, dans cet article, on ne fait pas de distinction entre les Autochtones vivant dans une réserve et ceux vivant hors réserve.

Données au niveau de l'entreprise et parts de propriété selon l'identité autochtone

Les données de niveau d'entreprise du FLMCN sont constituées des renseignements sur l'unité statistique de l'entreprise pour une gamme de variables, notamment la taille de l'entreprise, mesurée entre autres par le nombre d'employés, ainsi que les revenus, l'industrie, la province, l'âge de l'entreprise et la productivité du travail, mesurée par la valeur ajoutée divisée par le nombre de travailleurs. L'ensemble de données comprend uniquement les entreprises comptant au moins un employé et permet de suivre les entreprises non constituées en société et constituées en société ainsi que leurs résultats économiques et leur part de propriété selon l'identité autochtone sur la période d'échantillonnage allant de 2005 à 2018. L'approche principale de l'analyse repose sur la nature longitudinale de l'ensemble de données afin de comprendre les tendances des résultats économiques au sein d'un ensemble d'entreprises détenues par des Autochtones. Ces résultats comprennent les revenus, la productivité du travail et le taux de survie. Les tendances selon les caractéristiques sociodémographiques et économiques de l'entreprise sont également examinées. Par exemple, on a comparé les résultats d'intérêt en tenant compte notamment de la taille de l'entreprise, de l'âge de l'entreprise, du secteur selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, du profil des propriétaires d'entreprise et de la situation géographique (région urbaine ou rurale).

Le principal ensemble de données fournit différents indicateurs pour chaque groupe d'entreprises détenues par des Autochtones. De plus, la technique de l'imputation multiple est utilisée pour combler les lacunes dans les données incomplètes sur l'identité autochtone[6]. La méthode de l'imputation multiple a été élaborée pour répondre aux difficultés empiriques associées aux données incomplètes. En appliquant une méthode itérative (plutôt que de remplir une seule valeur), la technique de l'imputation multiple utilise la distribution des données observées pour estimer plusieurs valeurs qui reflètent l'incertitude liée à la vraie valeur (voir Young, 2011 pour plus de détails). Chaque valeur imputée comprend une composante aléatoire dont l'amplitude reflète la mesure dans laquelle les autres variables incluses dans le modèle d'imputation ne peuvent pas prédire ses vraies valeurs (Young et Johnson, 2011). Cette étude utilise 30 itérations aléatoires pour effectuer la procédure d'imputation multiple[7]. L'ensemble de données ainsi obtenu comprenant les valeurs imputées est utilisé tant pour l'analyse des statistiques descriptives que pour l'analyse économétrique de cet article.

6. Selon Gueye, Lafrance-Cooke et Oyarzun (2022), environ 40 % des propriétaires d'entreprises se sont vu attribuer une identité autochtone. L'imputation multiple est donc nécessaire dans les modèles d'estimation pour réduire le plus possible les erreurs causées par l'incertitude quant à la valeur réelle des données.
7. Historiquement, le nombre recommandé d'itérations était de trois à cinq ensembles de données résultant d'imputations multiples. Cependant, selon la puissance de calcul, des valeurs plus élevées d'itérations sont souvent recommandées dans la littérature (Young, 2011). Ce document a choisi 30 itérations aléatoires pour effectuer l'analyse.

Tableau 1
Définitions et mesures des variables clés

Variables	Définitions et mesures
Entreprises appartenant à des Autochtones	Une entreprise est détenue par des Autochtones si plus de 50 % de ses actions sont détenues par des personnes qui s'identifient comme membres des Premières Nations, Métis, Inuit ou personnes d'une autre identité autochtone.
Âge de l'entreprise	Nombre d'années pendant lesquelles l'entreprise est en activité, selon le Registre des entreprises.
Taille de l'entreprise	Taille de l'entreprise selon l'emploi, mesurée par les feuillets T4
Genre du propriétaire de l'entreprise	Pour les sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) où le genre du propriétaire de l'entreprise peut être déterminé. La propriété d'entreprise selon le genre est regroupée selon les catégories suivantes :
Propriété	(1) Détenue majoritairement par des hommes : plus de 51 % des parts sont détenues par des hommes. (2) Détenue majoritairement par des femmes : plus de 51 % des parts sont détenues par des femmes. (3) Détenue à parts égales par des hommes et des femmes : 50 % des parts sont détenues par des hommes et 50 %, par des femmes. (4) Mal défini : la prédominance des participations commerciales ne peut être déterminée en raison des données insuffisantes dans l'annexe 50. (5) Définition manquante : SPCC dont les renseignements sur les actionnaires sont mal classés dans l'annexe 50 de la déclaration T2, ou sociétés autres que des SPCC (p. ex. les entreprises sous contrôle étranger ou cotées en bourse) dont les renseignements sur la propriété ne sont pas disponibles dans l'annexe 50 de la déclaration T2.
Région rurale ou urbaine	La région rurale est une variable nominale égale à 1 si le deuxième chiffre d'un code postal à six caractères donné est « 0 » et à 0 dans tous les autres cas. La région urbaine est une variable égale à 0 pour la variable nominale de la région rurale[1].
Revenus	Total des revenus non agricoles. Somme de tous les montants de revenu déclarés (postes 8000 à 8250). Les renseignements sont recueillis à partir de l'annexe 125 du feuillet T2 – Renseignements de l'état des résultats.
Taux de survie	On obtient le taux de survie en divisant la différence entre le nombre d'entreprises actives et les sorties par le total pour un groupe donné, dans une année donnée.
Ratio d'endettement	On obtient le ratio d'endettement en divisant le passif total par l'actif total : Passif total / Actif total
Productivité du travail	(Rémunération + Revenu net ou perte nette après impôt + Bénéfices bruts) / Emploi, ajustée selon le déflateur de prix du secteur.
Capital	Le capital correspond à l'actif total, utilisé comme une approximation du facteur d'intrant des dépenses en capital dans les activités de production commerciales.

1. Dans ce document, les régions rurales et urbaines désignent les secteurs de livraison afin d'éviter toute confusion avec les termes « régions rurales » et « régions urbaines » utilisés par Statistique Canada. La mesure du code postal présente certaines limites, car elle peut considérer des communautés très proches des zones urbaines comme étant rurales, il est donc difficile de faire la distinction entre celles qui sont extrêmement éloignées et celles qui pourraient être situées dans une banlieue d'une ville. Cependant, le principal avantage d'utiliser la livraison dans les zones rurales est de capturer l'échelle du rural, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un niveau local, communautaire ou régional.

Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

2.2 Méthodologie

La méthodologie du présent article s'appuie principalement sur une analyse descriptive en vue d'examiner le rendement économique des entreprises en fonction de l'identité autochtone des principaux propriétaires. Les principales variables servant à pour évaluer le rendement sont (i) les revenus, (ii) la productivité du travail et (iii) le taux de survie au cours de la période d'échantillonnage. Selon Couture et Houle (2020), le taux de survie est calculé d'après les données des entreprises actives au début de la période d'échantillonnage (font référence à la cohorte de 2005 ci-après) et le nombre de feuillets T4 soumis chaque année. Une entreprise est considérée comme active si elle est présente à la fois dans l'année en cours, *T*, et dans l'année suivante, *T+1*. Si l'entreprise n'existe pas à l'année *T+1*, elle est considérée comme une entreprise ayant disparu à l'année T[8]. La durée de la survie correspond alors au nombre d'années d'existence d'une entreprise donnée, à partir de sa première date d'apparition dans l'échantillon jusqu'à l'année où des renseignements sont manquants à l'égard du nombre de feuillets T4 soumis. De plus, l'analyse descriptive explore les moteurs potentiels du rendement économique en caractérisant les profils sociodémographiques des entreprises détenues par des Autochtones et les caractéristiques des entreprises, y compris la taille de l'entreprise et le secteur. On reconnaît que l'échantillon contient des valeurs aberrantes, ce qui pourrait empêcher de procéder à une analyse robuste des données. Afin de faire face à cette possibilité, l'échantillon est limité aux entreprises dont les revenus sont non négatifs en dehors des 99e et 100e percentiles de la distribution des revenus de l'échantillon. Cette restriction n'exclut pas de nombreuses entreprises détenues par des Autochtones.

En plus des statistiques descriptives, l'analyse économétrique utilise la technique de l'imputation multiple appliquée au modèle des moindres carrés ordinaires (MCO) groupés pour examiner la relation entre le rendement des entreprises et l'identité autochtone de propriétaires. À l'aide des données imputées obtenues à la suite de 30 rondes d'itérations, cet article estime l'équation (1) :

$$\begin{aligned} Log\left(y_{it}\right) \;=\; & a_1 Id_Propriété_{it} + a_2 \hat{A}ge_entreprise_{it} + a_3 Log\left(Taille_entreprise_{it-1}\right) + \\ & a_4 Log\left(Ratio_dette-actif_{it}\right) + a_5 Log\left(Capital_{it}\right) + rurale_i + province_i + industrie_i + \\ & année_t + \varepsilon_{it} \end{aligned} \qquad (1)$$

Où y_{it} désigne un indicateur du rendement économique donné pour l'entreprise i au cours de l'année t. Cela comprend les revenus et la productivité du travail. $Id_Propriétaire_{it}$ est une variable catégorique des sous-groupes d'entreprises détenues par des Autochtones (Premières Nations, Métis, Inuit et personnes d'une autre identité autochtone), le groupe d'entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones étant la catégorie de référence. $âge_entreprise_{it}$, $taille_entreprise_{it-1}$, $Ratio_dette-actif_{it}$ et $Capital_{it}$ représentent respectivement l'âge de l'entreprise, le nombre d'employés, le ratio d'endettement et le capital[9]. La prise en compte de la taille de l'entreprise dans la régression peut se traduire par des estimations biaisées, car les revenus sont un indicateur de la taille d'une entreprise. Pour prévenir ce problème de causalité inverse, la taille de l'entreprise de la période précédente a été ajoutée à l'ensemble des variables explicatives. Enfin, les effets fixes de la région rurale, de la province, du secteur et de l'année sont inclus. Les valeurs logarithmiques des variables sont utilisées.

8. Une vérification de la robustesse a été effectuée en utilisant les fichiers sur les entreprises remplacées et les entreprises remplaçantes au cours de la période d'échantillonnage afin d'inclure les résultats commerciaux des entreprises qui ont fermé et d'exclure ceux des entreprises qui demeurent actives, mais qui exercent leurs activités sous un autre nom après une fusion.
9. Le capital correspond au total d'actifs, qui est utilisé comme approximation du capital physique – un intrant clé de la production des entreprises.

Le coefficient d'intérêt est a_1, qui correspond à la variation en pourcentage du rendement d'un type d'entreprises détenues par des Autochtones par rapport aux entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Dans une analyse supplémentaire, l'équation (1) est estimée en utilisant un échantillon restreint en fonction de la situation géographique (région urbaine ou rurale). L'analyse ultérieure tente d'évaluer le rôle de l'emplacement géographique, en particulier les problèmes « d'éloignement », dans l'importance de l'écart de rendement entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones.

Pour vérifier la robustesse, le modèle des MCO groupés à l'aide de la technique de l'imputation multiple est estimé à l'aide du modèle des MCO simples (sans données imputées). Les résultats des deux modèles sont rapportés.

Pour évaluer le taux de survie des entreprises, une analyse de survie non paramétrique de Kaplan-Meier (KM) et un modèle à risques proportionnels de Cox sont utilisés. L'analyse de survie de KM examine la distribution de survie des entreprises selon l'identité autochtone du propriétaire. Pour chaque intervalle de temps, la probabilité de survie de la cohorte de 2005 (la cohorte observée pendant la plus longue période de l'échantillon) est calculée comme étant la fraction des entreprises qui ont survécu.

$$S_t = Nombre\ d'entreprises\ au\ départ\ -\ Nombre\ d'entreprises\ qui\ ont\ quitté\ le\ marché\ /\ Nombre\ d'enreprises\ au\ départ \quad (2)$$

La distribution de survie parmi les sous-groupes d'entreprises détenues par des Autochtones est testée à l'aide du test du log-rank ou du test du log-rank stratifié pour déterminer les différences statistiques.

L'analyse de régression à risques proportionnels de Cox examine la probabilité que les entreprises disparaissent, en tenant compte des caractéristiques de ces entreprises et de leurs propriétaires.

Le modèle de régression à risques proportionnels de Cox peut être exprimé comme suit.

$$H(t) = ho(t)exp(\beta X_i),$$

Où $h(t)$ représente la probabilité de disparition de l'entreprise en fonction des risques et des dangers au temps t et $h_o(t)$ représente le taux de risque de base. X_i représente les caractéristiques observées de l'entreprise i et de son propriétaire. β représente la matrice de coefficients de X_i. Ces caractéristiques comprennent le secteur, la région géographique, l'âge de l'entreprise, la taille de l'entreprise (mesurée approximativement selon le nombre d'employés), le ratio d'endettement, la productivité du travail, la propriété de l'entreprise selon le genre et l'identité autochtone du propriétaire. En outre, le modèle tient compte de l'effet fixe d'année.

À partir du modèle de Cox, on peut réécrire le rapport de risque :

$$H(t) / h_o(t) = exp\ (\beta X_i) \quad (3)$$

Trois hypothèses sont imposées : 1) Le temps de survie demeure identique indépendamment de l'entreprise, 2) il existe une relation multiplicative entre les variables de contrôle et le risque, comme défini par l'équation (3) et 3) le rapport de risque constant au cours du temps. On suppose une distribution de Weibull pour la fonction de survie. L'hypothèse des risques proportionnels est testée.

3 Résultats

3.1 Analyse descriptive

1. Parmi les entreprises appartenant à des Autochtones, les membres des Premières Nations et les Métis en détiennent des proportions presque identiques.

L'échantillon principal est formé en moyenne de 1 200 867 entreprises qui comptaient des employés de 2005 à 2018, dont 16 431 entreprises détenues par des Autochtones. Comme le montre le tableau 2, cela correspond à 1,36 % de l'échantillon total. Quoique légèrement inférieur, ce nombre moyen d'entreprises détenues par des Autochtones correspond aux données publiées sur les entreprises privées selon l'identité autochtone des propriétaires (Statistique Canada, Tableau 33-10-0631-01). Le tableau 2 montre que les entreprises détenues par des membres des Premières Nations et par des Métis représentent le plus grand groupe d'entreprises détenues par des Autochtones, avec une moyenne annuelle de 7 652 et 7 616 entreprises, respectivement. Ces proportions sont environ 20 fois plus élevées que le nombre d'entreprises détenues par des Inuit et environ 10 fois plus élevées que le nombre d'entreprises détenues par des personnes d'une autre identité autochtone.

Tableau 2
Composition de l'échantillon, 2005 à 2018

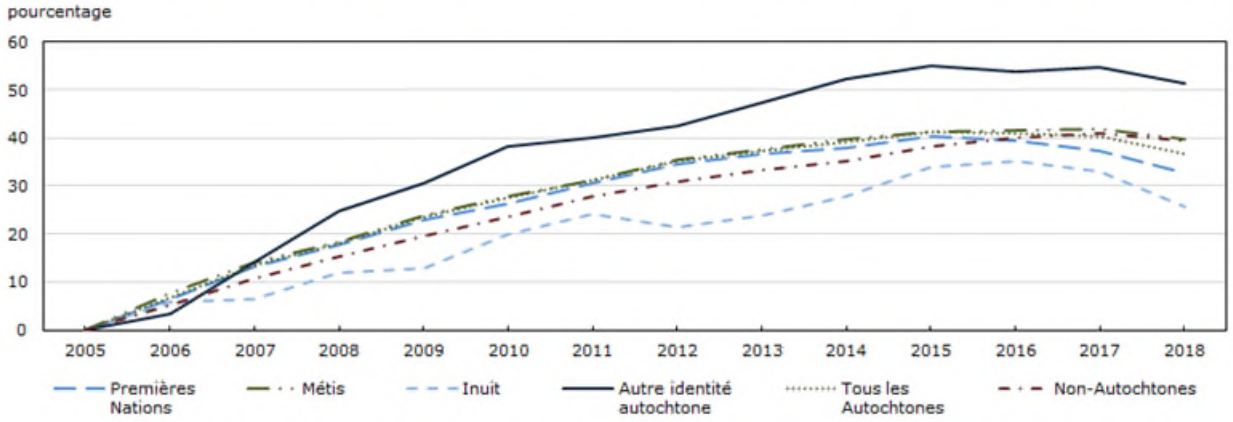
Identité du propriétaire	Nombre moyen d'entreprises	Pourcentage
Tous les Autochtones	16 431	1,36
Premières Nations	7 652	0,63
Métis	7 616	0,63
Inuit	316	0,02
Autre identité autochtone	847	0,07
Non-Autochtones	1 184 436	98,63
Total	1 200 867	100,00

Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

2. Le nombre d'entreprises détenues par des Autochtones a augmenté de 37 % de 2005 à 2018, ce qui représente un taux de croissance inférieur de 2 points de pourcentage à celui observé pour les entreprises appartenant à des non-Autochtones.

Le graphique 1 présente la variation en pourcentage, par rapport à 2005, du nombre d'entreprises selon l'identité autochtone des propriétaires au fil du temps. Elle indique que, peu importe l'identité autochtone de leurs propriétaires, ces entreprises ont suivi une tendance à la hausse avec un taux similaire à celui des entreprises détenues par des Autochtones. Le nombre d'entreprises détenues par des Autochtones a augmenté de 37 % entre 2005 et 2018, soit 2 points de pourcentage de moins que le taux de croissance des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones. À l'exception des entreprises détenues par des Inuit qui ont connu une légère diminution du nombre d'entreprises vers l'année 2012, les autres dynamiques d'entrée et de sortie des entreprises détenues par des Autochtones sont restées positives (c'est-à-dire, le secteur comptait relativement plus d'entrées que de sorties) sur le marché jusqu'en 2017, lorsque leur nombre a diminué. Dans l'ensemble, au cours de la période d'échantillonnage, le taux de croissance des entreprises détenues par des Autochtones est resté relativement faible comparativement à celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones.

Graphique 1
Variation en pourcentage du nombre d'entreprises selon l'identité de la propriété par rapport à 2005



Notes : Le graphique décrit la variation en pourcentage par rapport à 2005 du nombre d'entreprises par identité de propriété au cours de la période 2005 à 2018.
Comme le montre le graphique, la proportion d'entreprises appartenant à des membres des Premières Nations et à des Métis a suivi la même tendance.
Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

3. Près de 1 entreprise sur 5 appartenant à des Autochtones exerce ses activités dans le secteur de la construction.

Le tableau 3 présente les secteurs dans lesquels les Autochtones sont plus susceptibles de posséder une entreprise et décrit la répartition du nombre moyen et du pourcentage d'entreprises selon le secteur économique et l'identité autochtone des principaux propriétaires. Sur la base du total de l'échantillon, une proportion relativement importante d'entreprises détenues par des Autochtones étaient susceptibles d'exercer leurs activités dans les secteurs de la construction (18,89 %) et des services professionnels, scientifiques et techniques (15,49 %). L'ordre est inversé pour ce qui est des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones en ce qui concerne les secteurs des services professionnels, scientifiques et techniques (18,32 %) et de la construction (13,38 %). Selon le tableau 3, près du tiers (33 %) des entreprises détenues par des Autochtones et de celles qui ne sont pas détenues par à des Autochtones étaient concentrées dans les secteurs de la construction et des services professionnels, scientifiques et techniques.

Tableau 3
Nombre moyen et pourcentage d'entreprises détenues par des Autochtones selon le secteur, 2005 à 2018

	Premières Nations		Métis		Tous les Autochtones		Non-Autochtones	
Secteur	Nombre moyen	Pourcentage	Nombre moyen	Pourcentage	Nombre moyen	Pourcentage	Nombre moyen	Pourcentage
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	459	8,56	449	7,84	956	7,99	46 410	5,03
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	167	3,11	160	2,79	346	2,89	9 878	1,07
Services publics	X	X	60	1,04	X	0,06	376	0,04
Construction	1 017	18,98	1 079	18,85	2 260	18,89	127 993	13,38
Fabrication	194	3,62	180	3,14	406	3,39	38 144	4,13
Commerce de gros	172	3,21	198	3,45	404	3,37	44 834	4,86
Commerce de détail	416	7,76	431	7,53	924	7,72	79 314	8,6
Transport et entreposage	408	7,61	423	7,39	887	7,41	62 128	6,74
Industrie de l'information et industrie culturelle	92	1,71	54	0,94	158	1,32	13 725	1,48
Finance et assurances	177	3,3	186	3,25	396	3,31	48 676	5,28
Services immobiliers et services de location et de location à bail	X	X	278	4,85	X	4,47	51 941	5,63
Services professionnels, scientifiques et techniques	820	15,3	866	15,13	1 853	15,49	168 908	18,32
Gestion de sociétés et d'entreprises	103	1,92	102	1,78	220	1,83	20 370	2,21
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	257	4,79	265	4,63	562	4,69	41 447	4,49
Services d'enseignement	50	0,93	44	0,76	105	0,87	9 552	1,03
Soins de santé et assistance sociale	213	3,97	269	4,7	522	4,36	56 335	6,11
Arts, spectacles et loisirs	85	1,58	71	1,24	166	1,38	11 380	1,23
Services d'hébergement et de restauration	209	3,9	203	3,54	455	3,8	40 671	4,41
Autres services (sauf les administrations publiques)	346	6,45	405	7,07	799	6,67	49 579	5,37

x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*

Notes : Ce tableau est obtenu à partir d'un échantillon dans lequel seuls les renseignements complets sur le secteur d'industrie sont pris en compte. Les entreprises appartenant aux Inuits et à d'autres Autochtones sont exclues afin de satisfaire les règles de confidentialité. « X » indique les valeurs de données supprimées, c'est-à-dire les nombres inférieurs à 10. Enfin, les chiffres présentés dans ce tableau sont arrondis au nombre entier le plus près.

Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

Le secteur est un déterminant important du rendement des entreprises, surtout pour celles ayant différentes caractéristiques du propriétaire. Par exemple, en examinant la survie et le rendement des entreprises en démarrage selon le genre des propriétaires majoritaires, Couture et Houle (2020) obtiennent des résultats différents, selon que l'on a tenu compte ou non du secteur. Les entreprises en démarrage détenues par des femmes avaient un taux de survie global et une productivité du travail inférieurs à ceux des entreprises détenues par des hommes et des entreprises détenues à parts égales par des femmes et des hommes. Toutefois, lorsqu'on tenait compte du secteur, les entreprises en démarrage détenues par des femmes étaient plus productives et plus susceptibles de survivre dans les secteurs où il y a une concentration supérieure d'entreprises en démarrage détenues par des femmes que celles qui appartenaient à des hommes dans les mêmes secteurs. De même, pour déterminer le rendement économique des entreprises détenues par des Autochtones par rapport à celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones, l'analyse empirique présentée ci-après tient compte du secteur dans lequel œuvre l'entreprise.

4. En moyenne, près de 30 % des entreprises détenues par des Autochtones appartiennent à des personnes âgées de 45 à 54 ans, et plus des deux tiers (73 %) appartiennent majoritairement à des hommes.

En plus du profil racial du propriétaire de l'entreprise, la documentation établit que d'autres facteurs démographiques, comme le genre et l'âge du propriétaire, constituent des déterminants

clés influant sur son rendement (Fairlie et Robb, 2009; Isaga, 2015; Couture et Houle, 2020). Le tableau 4 présente la répartition des observations totales selon l'âge et le sexe du propriétaire principal parmi l'ensemble des entreprises détenues par des Autochtones[10]. Il révèle que près d'un tiers des entreprises (30 %), peu importe l'identité autochtone de leurs propriétaires, appartiennent à des personnes âgées de 45 à 54 ans. De plus, le tableau 4 indique qu'en général, un plus grand pourcentage des entreprises détenues par des Autochtones appartiennent à des particuliers âgés de moins de 45 ans (37,6 %), comparativement aux entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones (32,0 %). Les entreprises détenues par des Métis sont plus susceptibles d'appartenir à de jeunes entrepreneurs, représentant environ 14,75 % de l'ensemble des propriétaires au sein de ce groupe, tandis que les entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones ont la plus grande part de propriétaires plus âgés, soit 16 %.

En ce qui concerne le sexe du propriétaire principal, la plupart des entreprises sont détenues en majorité par des hommes, en moyenne environ 73 % pour les entreprises détenues par des Autochtones et 64 % pour les entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Notamment, les femmes sont plus fortement représentées parmi les propriétaires d'entreprises détenues par des Autochtones (23,5 %) que parmi ceux d'entreprises qui ne sont pas détenues par Autochtones (19,8 %). Aussi, les entreprises détenues par des Métis étaient plus susceptibles d'appartenir à des hommes (environ 75,74 %), tandis qu'il y avait relativement plus de femmes dans les entreprises détenues par des membres des Premières Nations (environ 34,75 %). Peu d'entreprises détenues par des Autochtones appartenaient à parts égales à des hommes et à des femmes. Dans l'ensemble, les chiffres figurant au tableau 4 sont conformes aux données publiées sur les entreprises privées selon la taille de même que l'identité autochtone et le sexe des propriétaires (Statistique Canada, Tableau 33-10-0631-01).

Tableau 4
Pourcentage d'entreprises selon les caractéristiques du propriétaire, 2005 à 2018

	Premières Nations	Métis	Inuit	Autre identité autochtone	Tous les Autochtones	Non-Autochtones
			pourcentage			
Panel (a) : Âge du propriétaire principal						
Moins de 35 ans	13,28	14,75	11,87	9,88	13,88	10,67
35 à 44 ans	24,43	22,98	25,00	20,62	23,73	21,35
45 à 54 ans	29,75	28,23	27,18	30,79	28,97	28,09
55 à 64 ans	21,13	22,37	22,18	25,98	21,84	23,86
65 ans et plus	11,38	11,65	13,75	12,71	11,55	16,00
Panel (b) : Sexe du propriétaire principal						
Détenue par des hommes	72,07	75,74	64,24	61,03	73,03	64,29
Détenue par des femmes	34,75	21,83	31,01	21,25	23,48	19,76
Détenue à parts égales	2,87	2,41	4,74	17,70	3,44	15,94

Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

10. L'âge des propriétaires principaux est défini comme la catégorie d'âge des personnes qui détiennent la majorité de l'entreprise. Par exemple, 29,75 % des entreprises appartenant majoritairement à des membres des Premières Nations sont dirigées par des personnes âgées de 45 à 54 ans. Le sexe fait référence au sexe à la naissance. Le sexe du propriétaire est construit à partir de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés. Il est disponible seulement pour les entreprises non constituées en société (avec employés) et les sociétés privées (pour la plupart des sociétés privées sous contrôle canadien) pour lesquelles l'information sur la propriété et le sexe des propriétaires est disponible.

5. Un pourcentage élevé (environ 90 %) des entreprises détenues par des Autochtones sont des petites entreprises (comptant moins de 10 employés), et environ le tiers (31,4 %) sont situées dans des régions rurales.

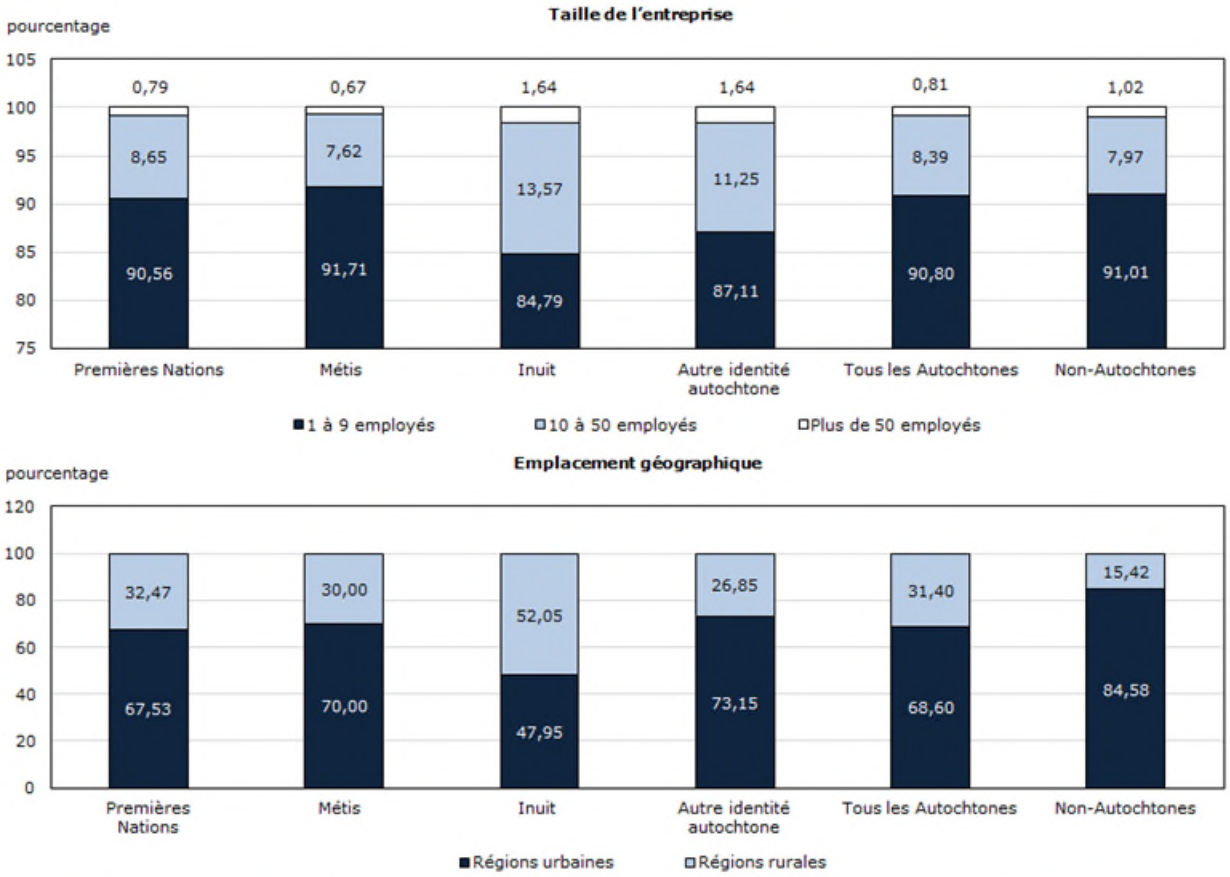
Le graphique 2 illustre la distribution du pourcentage d'entreprises selon l'identité du propriétaire, la taille de l'entreprise et l'emplacement géographique au cours de la période d'échantillonnage allant de 2005 à 2018. Elle montre que pour les deux types, près de 9 sur 10 entreprises sont de petites entreprises, c'est-à-dire comptant moins de 10 employés. De plus, la différence dans le nombre moyen d'employés entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones est statistiquement significative[11]. L'économie canadienne dépend fortement des petites entreprises. Elles créent des emplois, aident les collectivités locales, comptent pour plus d'un tiers du PIB canadien, stimulent l'innovation et accroissent la compétitivité. Cependant, comparativement à leurs homologues de plus grande taille, les petites entreprises étaient plus susceptibles d'avoir des revenus plus faibles en 2021 (Tam, 2022). De plus, selon des études antérieures, les petites entreprises sont plus susceptibles de quitter le marché (Grekou et Liu, 2018).

Sur le plan géographique, lors de la comparaison de la répartition des entreprises dans les régions urbaines et rurales, le graphique 2 donne à penser que, à l'exception des entreprises détenues par des Inuit pour lesquelles la part est presque identique entre les régions urbaines et rurales, la répartition des autres entreprises montre un pourcentage plus élevé dans les régions urbaines que dans les régions rurales. Cependant, environ un tiers (31,4 %) des entreprises détenues par des Autochtones exerçaient leurs activités dans des régions rurales, comparativement 15,42 % des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones. En d'autres termes, les entreprises détenues par des Autochtones sont plus de deux fois plus susceptibles d'être situées dans des régions rurales que celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Par rapport à l'aperçu plus large du Canada, la répartition des entreprises selon l'emplacement géographique qui est représentée au graphique 2 est conforme aux conclusions de Ha, Wong et Khodja (2023) : en 2020, 15,5 % des petites entreprises canadiennes exerçaient leurs activités dans des petites villes et des régions rurales.

La région géographique peut jouer un rôle important dans la participation et le développement économique des entreprises. Par exemple, les régions urbaines permettent aux entreprises d'accéder à un grand bassin de travailleurs, tout en bénéficiant de meilleures infrastructures (physiques et numériques) comparativement aux régions rurales. Même si les entreprises des régions rurales jouissent de coûts d'installation plus bas (par exemple, le prix de l'immobilier), elles peuvent aussi devoir assumer des coûts supplémentaires pour accéder aux marchés éloignés, ce qui peut limiter leur activité économique et leur agrandissement (Leach, Lars-Anders Bae et Yu, 2020).

11. La valeur p correspondante est indiquée dans le tableau 5.

Graphique 2
Pourcentage d'entreprises selon l'identité du propriétaire, la taille de l'entreprise et l'emplacement géographique, 2005 à 2018



Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

6. Statistiques sommaires : valeurs moyennes des indicateurs économiques selon l'identité autochtone des propriétaires d'entreprises

L'échantillon final utilisé pour procéder aux analyses subséquentes comprend 12 934 887 observations pour la période allant de 2005 à 2018 et est restreint aux entreprises dont les revenus sont non négatifs. Pour évaluer la relation entre l'identité autochtone des propriétaires et le rendement d'une entreprise, certains indicateurs économiques sont pris en compte, notamment les revenus, l'âge de l'entreprise, le ratio d'endettement, la productivité du travail et le nombre d'employés (taille de l'entreprise). Pour l'analyse économétrique, les valeurs logarithmiques des variables sont utilisées. Le tableau 5 présente les valeurs moyennes de ces variables selon l'identité autochtone des propriétaires d'entreprise. Il montre également les valeurs p pour vérifier si les valeurs obtenues pour l'ensemble des groupes autochtones et non autochtones sont significativement différentes sur le plan statistique. Les valeurs moyennes des indicateurs économiques indiquées au tableau 4 sont significativement différentes sur le plan statistique entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones.

En moyenne, les entreprises détenues par des Autochtones (640 000 $) ont des revenus annuels inférieurs à ceux des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones (751 000 $). De même, en ce qui concerne la productivité du travail, les résultats font voir que les entreprises détenues par des Autochtones étaient moins productives par rapport à leurs homologues qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Les statistiques descriptives semblent aussi indiquer que les entreprises détenues par des Autochtones étaient plus petites, chacune comptant en

moyenne 6,5 employés, comparativement à 7,2 employés pour les entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones. En ce qui concerne le ratio d'endettement, les deux types d'entreprises avaient, en moyenne, un total du passif supérieur à plus de la moitié du total de l'actif, ce qui suggère que ces entreprises étaient endettées. Cependant, le niveau d'endettement des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones (ratio de 0,5) était plus faible que celui des entreprises détenues par des Autochtones (ratio de 0,6), avec une différence statistiquement significative. Il y avait aussi une différence statistiquement significative entre les deux types d'entreprises en ce qui concerne l'emplacement géographique (région urbaine ou rurale). Finalement, aucune différence statistiquement significative n'a été observée entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones pour ce qui est de l'âge de l'entreprise, ayant une moyenne de 10 ans.

Tableau 5
Valeurs moyennes des indicateurs économiques selon l'identité autochtone du propriétaire de l'entreprise, 2005 à 2018

	Premières Nations	Métis	Inuit	Autre identité autochtone	Tous les Autochtones	Non-Autochtones	Valeurs p (Tous les Autochtones/Non-Autochtones)
Total des revenus (10^3)	650	584	894	947	640	751	0
Ratio d'endettement	0,67	0,57	0,66	0,59	0,62	0,55	0,001
Productivité du travail (10^6)	2,56	3,06	2,83	2,91	2,82	3,24	0
Nombre d'employés	6,58	6,18	9,97	8,57	6,59	7,2	0
Âge de l'entreprise	10,11	10,27	10,74	10,62	10,23	10,93	0,3112
Région rurale	0,32	0,3	0,51	0,26	0,31	0,15	0
Capital (10^3)	482	487	623	660	497	647	0
				nombre			
Total des observations	**77 390**	**79 810**	**3 525**	**9 582**	**170 307**	**12 800 000**	**…**

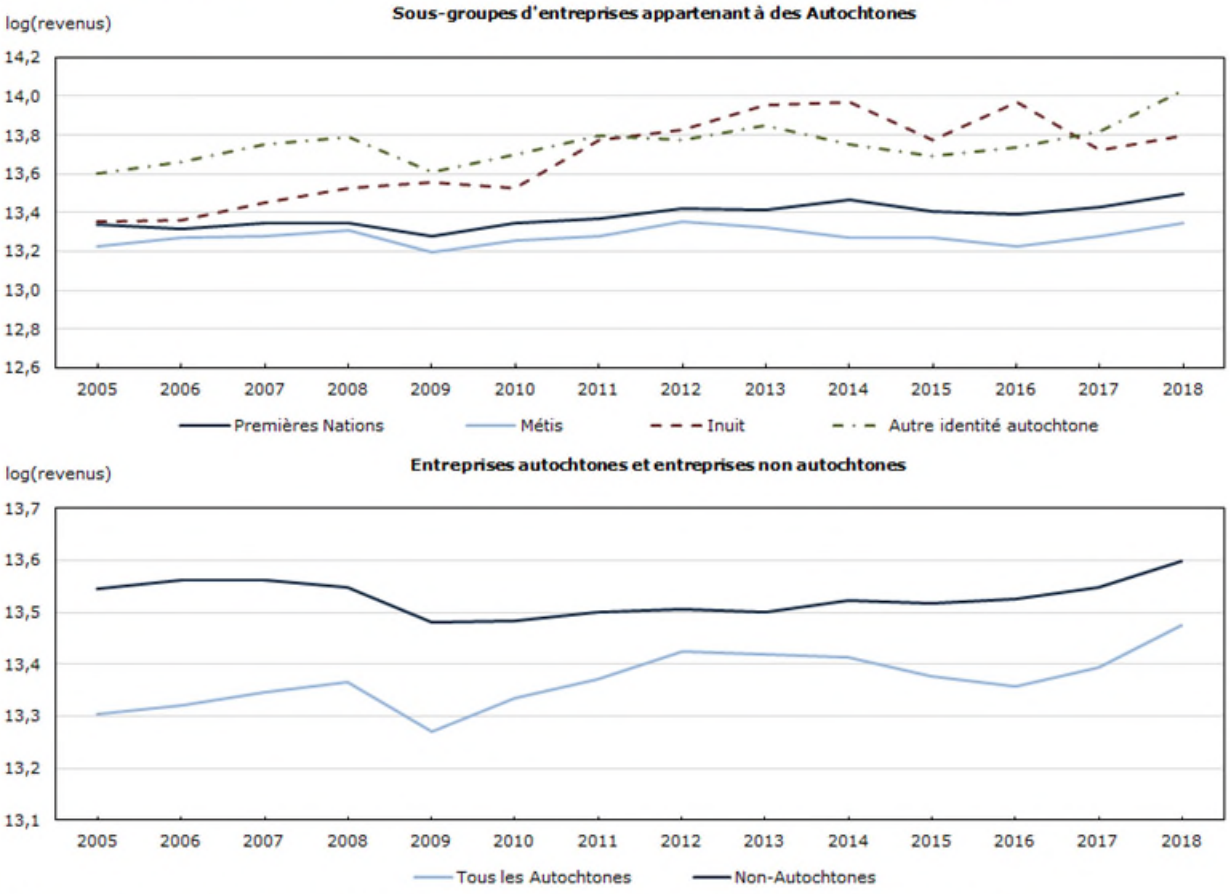
… n'ayant pas lieu de figurer

Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

7. En moyenne, les entreprises appartenant à des Autochtones ont connu un rythme de croissance relativement plus rapide que celles appartenant à des non-Autochtones au chapitre des revenus et de la productivité du travail.

Suivant la méthode employée par les ouvrages connexes publiés (Grekou et Watt, 2021; Couture et Houle, 2020), deux indicateurs sont utilisés pour évaluer le rendement : les revenus et la productivité du travail. Les graphiques 3 et 4 comparent les tendances des revenus et de la productivité du travail des entreprises en termes logarithmiques selon l'identité autochtone de leurs propriétaires. Même si les revenus ont légèrement fluctué au fil du temps en raison des cycles économiques, ils ont globalement affiché une tendance à la hausse pour les deux types d'entreprises, comme le montre le graphique 3. Cependant, comparativement à celle des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones, la tendance en matière de revenus des entreprises détenues par des Autochtones était inférieure de 0,2 en termes logarithmiques. Autrement dit, les revenus des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones étaient en moyenne 1,2 fois plus élevés que ceux des entreprises détenues par des Autochtones. Parmi les sous-groupes, les tendances quant aux revenus étaient similaires pour les entreprises détenues par des membres des Premières Nations et par des Métis, ainsi que pour celles détenues par des Inuit et par des personnes d'une autre identité autochtone. Bien qu'ils aient suivi des modèles similaires, le taux de croissance des revenus variait entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Les revenus des entreprises détenues par des Autochtones ont augmenté en moyenne de 1,4 %, soit 10 points de pourcentage de plus que celles des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones.

Graphique 3
Tendance des revenus des entreprises selon l'identité du propriétaire, 2005 à 2018

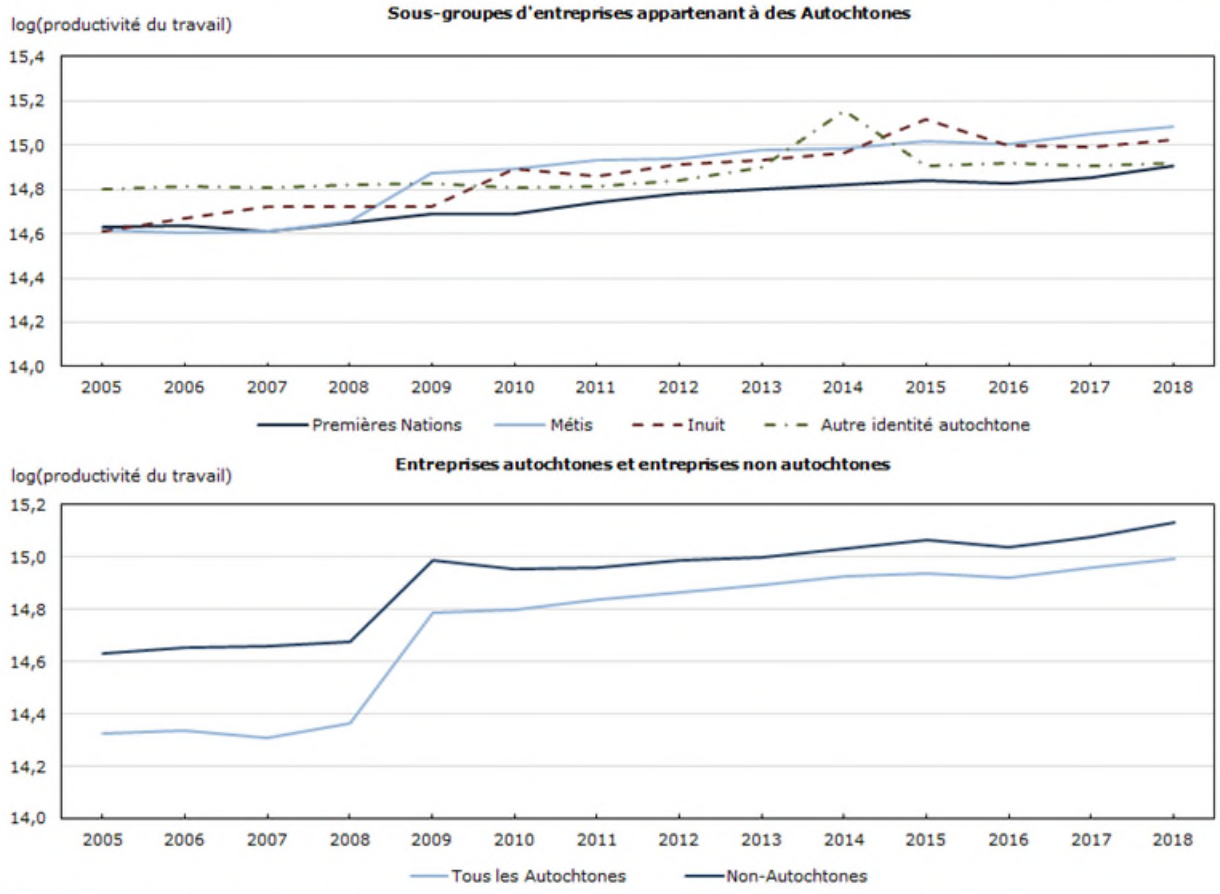


Note : Cette figure représente la tendance des revenus en termes logarithmiques sur la période 2005 à 2018 par identité de groupe majoritairement détenu.
Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

Tout comme les revenus, la productivité du travail des deux types d'entreprises a connu une tendance à la hausse, comme le montre le graphique 4. De plus, dans le graphique 4, si l'on compare les entreprises au cours de la période étudiée, on peut constater un écart constant dans la productivité du travail, avec un niveau inférieur dans les entreprises détenues par des Autochtones comparativement à celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones. En termes de taux de croissance, les entreprises détenues par des Autochtones ont affiché un taux de croissance de la productivité du travail plus élevé de 0,27 %, comparativement à 0,23 % pour les entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones, ce qui suggère que l'écart pourrait se réduire.

Parmi les sous-groupes de l'identité autochtone, il existe un écart significatif entre les entreprises détenues par des membres des Premières Nations et celles détenues par des Métis.

Graphique 4
Tendance de la productivité du travail des entreprises selon l'identité du propriétaire, 2005 à 2018



Note : Cette figure représente la tendance des revenus en termes logarithmiques sur la période 2005 à 2018 par identité de groupe majoritairement détenu.
Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

L'analyse des données décrite dans cette sous-section offre un éclairage utile. Les entreprises détenues par des Autochtones et celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones dans cet échantillon ont des caractéristiques communes. Elles sont toutes deux susceptibles d'être petites et gérées en grande partie par des hommes âgés de 45 à 54 ans. Les deux types d'entreprises ont tendance à avoir un âge semblable, c'est-à-dire qu'en moyenne, elles ont passé 10 ans sur le marché. Cependant, on observe des différences considérables entre ces deux groupes d'entreprises. Même si elles sont toutes deux plus susceptibles d'être situées dans des régions urbaines, la concentration des entreprises détenues par des Autochtones (69 %) est assez différente de celle des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones (85 %). En ce qui concerne les indicateurs économiques, notamment la productivité du travail et les revenus, les analyses indiquent qu'il existe, en moyenne, des différences statistiquement significatives entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Finalement, malgré leur instabilité et leur faible niveau au fil du temps, les revenus et la productivité du travail des entreprises détenues par des Autochtones ont connu, en moyenne, une croissance relativement plus rapide que celles des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Bien que les informations tirées de l'analyse descriptive non conditionnelle soient pertinentes pour la question de recherche, elles ne suffisent pas à comprendre pleinement l'écart de rendement entre les entreprises. Une analyse plus pratique qui rend compte des caractéristiques pertinentes des entreprises comme le secteur, la province, la taille (nombre d'employés) et le capital aidera à mieux atteindre l'objectif du document. Les résultats de l'estimation de l'équation (1) et de l'analyse de survie sont présentés dans la prochaine sous-section.

3.2 Résultats de l'analyse empirique

3.2.1 Analyse de survie de Kaplan-Meier

8. En 2018, près de 62 % des entreprises détenues par des Autochtones de la cohorte de 2005 ont survécu, ce qui représente un taux de survie inférieur de 2 points de pourcentage à celui observé pour les entreprises détenues par des non-Autochtones.

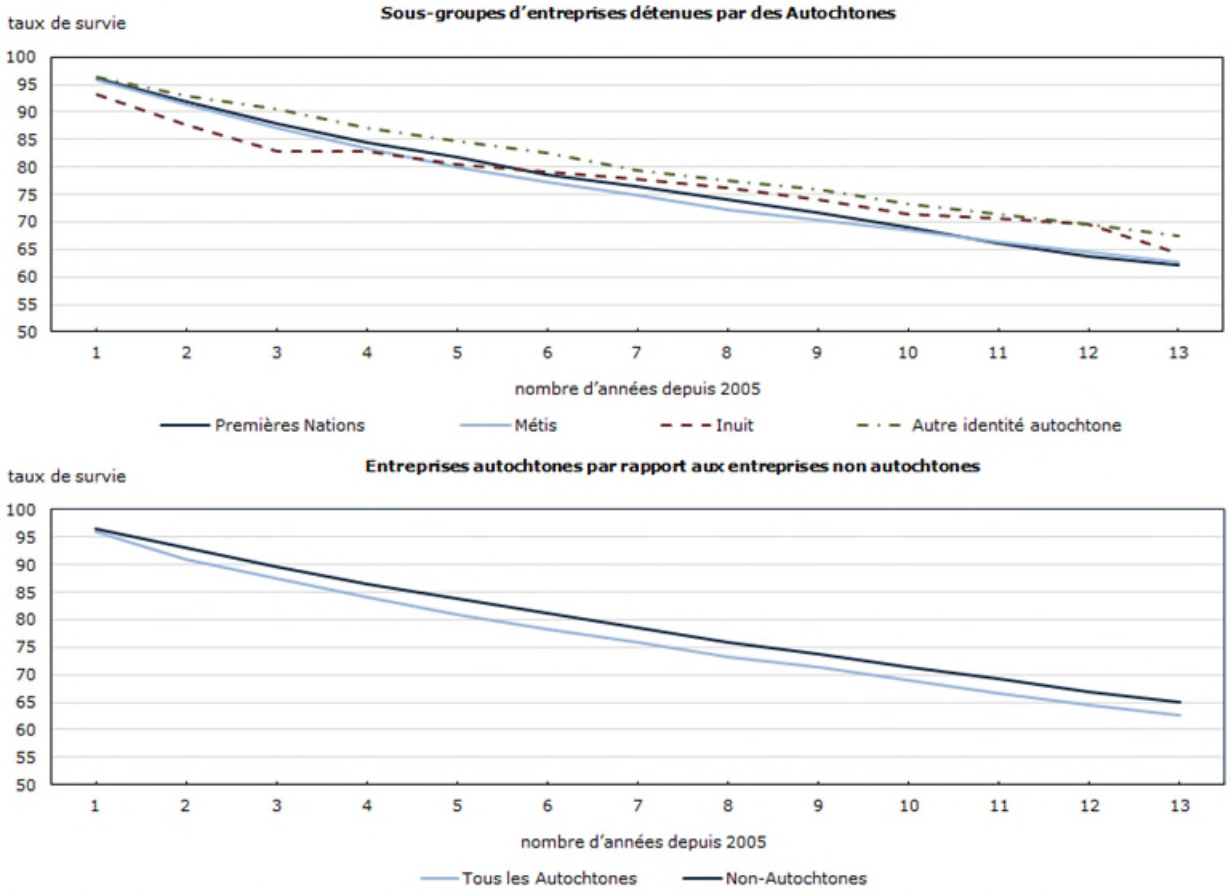
En moyenne, pendant combien de temps les entreprises détenues par des Autochtones restent-elles sur le marché comparativement à celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones? Pour répondre à cette question, dans la présente sous-section, nous fournissons des estimations de l'analyse de survie Kaplan-Meier pour les entreprises détenues par des Autochtones, qui estiment la durée de survie sur le marché pour une entreprise donnée, comme le montre le graphique 5. Le taux de survie a été mesuré pour la cohorte d'entreprises de 2005, soit la cohorte qui pouvait être suivie sur la plus longue période de données. Le taux de survie est calculé entre deux années consécutives à titre de ratio du nombre d'entreprises qui sont demeurées en activité chaque année par rapport au total des entreprises initiales observées au cours de la première année. Ce procédé est répété pour chacune des années de la période allant de 2005 à 2018[12].

Dans l'ensemble, les estimations de l'analyse de survie Kaplan-Meier que révèle le graphique 5 reflètent une baisse du taux de survie au fil du temps pour les deux types d'entreprises. Même si les entreprises ont affiché des taux de survie quasi similaires un an après la période de début de la série, les entreprises détenues par des Autochtones ont quitté le marché à un rythme relativement plus rapide que celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Cela correspond à un taux de sortie constant qui est 2 points de pourcentage plus élevé pour les entreprises détenues par des Autochtones comparativement à celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Par exemple, en 2018, près de 62 % des entreprises détenues par des Autochtones de la cohorte de 2005 sont demeurées en activité, comparativement à 64 % des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones.

Lorsque les résultats sont répartis en fonction du groupe autochtone, l'analyse de la survie montre que les entreprises détenues par des membres des Premières Nations suivent un schéma similaire à celui des entreprises détenues par des Métis et que ces entreprises ont des taux de survie inférieurs à ceux des entreprises détenues par des Inuit et par des personnes d'une autre identité autochtone[13].

12. De plus, la distribution de survie parmi les groupes d'entreprises est testée à l'aide du test du log-rank pour déterminer les différences statistiques. Le test du log-rank est utilisé pour vérifier l'hypothèse nulle qu'il n'y a aucune différence entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones jusqu'au point de défaillance. Les résultats du test indiquent que les entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones et celles détenues par des Autochtones sont statistiquement différentes pour ce qui est de leur probabilité de survie au fil du temps, comme le montre le tableau A.1 qui figure en annexe.
13. Une ventilation détaillée des taux de survie est présentée au tableau A.2 de l'annexe.

Graphique 5
Estimations de la survie fondées sur la méthode de Kaplan-Meier pour la cohorte de 2005, selon le groupe majoritaire d'identité autochtone, 2005 à 2018



Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

Afin de vérifier la solidité des résultats, l'analyse de survie de KM est reproduite pour les cohortes de 2006 et de 2007. Les résultats sont présentés dans le graphique A.1 de l'annexe. Pour les deux cohortes, les résultats sont systématiques et indiquent qu'en moyenne, le taux de sortie est d'environ 25 %, et que le taux de survie des entreprises détenues par des Autochtones est inférieur à celui des entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones.

3.2.2 Modèle à risques proportionnels de Cox

9. Les entreprises appartenant à des Autochtones étaient en moyenne 18,41 % plus susceptibles de disparaître que celles appartenant à des non-Autochtones.

Dans la présente sous-section, nous évaluons la probabilité de survie tout en contrôlant les effets de l'identité autochtone des propriétaires d'entreprise ainsi que d'un ensemble de caractéristiques de l'entreprise comme le secteur, la région géographique, l'âge de l'entreprise, la taille de l'entreprise (mesurée approximativement selon le nombre d'employés), le ratio d'endettement et la productivité du travail. L'équation (3) est estimée pour les entreprises détenues par des Autochtones (panel A du tableau 6) et à l'ensemble des groupes autochtones (panel B du tableau 6), comparativement à celles appartenant à des non-Autochtones. Cette analyse se limite à la cohorte de 2005. Le tableau 6 présente les résultats avec les erreurs-types connexes entre

parenthèses. L'interprétation est faite comme suit : plus le taux de risque est élevé, plus la probabilité de sortie est également élevée[14].

Tableau 6
Résultats du modèle à risques proportionnels de Cox, cohorte de 2005

	Modèle 1		Modèle 2	
	coefficient	erreur-type	taux de risque	erreur-type
Panel A : Toutes les entreprises détenues par des Autochtones				
Toutes les entreprises détenues par des Autochtones	0,1689 ***	(0,018)	1,1841 ***	(0,042)
Par rapport aux entreprises détenues par des non-Autochtones (catégorie de référence)	…	…	…	…
Panel B : Sous-groupes d'entreprises détenues par des Autochtones				
Premières Nations	0,1644 ***	(0,026)	1,1787 ***	(0,031)
Métis	0,2003 ***	(0,026)	1,2218 ***	(0,031)
Inuit	0,1281	(0,1313)	1,1367	(0,149)
Autre identité autochtone	-0,066	(0,084)	0,935	(0,079)
Par rapport aux entreprises détenues par des non-Autochtones (catégorie de référence)	…	…	…	…

… n'ayant pas lieu de figurer

* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

** valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,01)

*** valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,001)

Notes : Le secteur, la région géographique, l'âge de l'entreprise, les approximations de la taille de l'entreprise en fonction du nombre d'employés et le ratio d'endettement sont pris en compte dans toutes les régressions. Les erreurs-types robustes figurent entre parenthèses.

Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

Le panel A du tableau 6 suggère qu'en moyenne, les entreprises détenues par des Autochtones étaient 18,41 % plus susceptibles de disparaître que celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones[15]. Le panel B montre que les estimations associées aux entreprises détenues par des membres des Premières Nations (17,87 %) et par des Métis (22,18 %) sont statistiquement significatives (ce qui n'est pas le cas pour celles détenues par des Inuit et par des personnes d'une autre identité autochtone) et indiquent qu'elles sont plus susceptibles de disparaître que celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones (à l'exception des sous-groupes des Inuit et des personnes d'une autre identité autochtone). Conformément aux résultats présentés dans le graphique 5, ces différences dans les estimations de survie entre les entreprises correspondent aux résultats de la recherche. En fait, des études antérieures ont signalé que les caractéristiques individuelles des entrepreneurs, à savoir leur âge, leur sexe et leur état matrimonial, sont associées à leur probabilité de sortie (Chirico et coll., 2020; Cho et Orazem, 2020; Harada, 2007). Par exemple, Chirico et coll. (2020) font état d'un taux de sortie plus élevé parmi les entreprises gérées par les membres des groupes racisés et des groupes visés par l'EE. En plus des facteurs

14. Pour assurer que les résultats sont valides, la procédure de test préliminaire est utilisée pour vérifier si les hypothèses des risques proportionnels ne sont pas violées. Une méthode graphique courante pour évaluer les hypothèses des risques proportionnels consiste à tracer des courbes −ln{−ln(survie)} pour chaque catégorie d'une covariable nominale ou ordinale par rapport à ln(temps d'analyse). Ces dernières sont souvent appelées des graphiques logarithmiques. Si les lignes tracées sont raisonnablement parallèles, cela signifie que les hypothèses des risques proportionnels n'ont pas été violées. Comme le montre le graphique A.2 en annexe, les courbes sont approximativement parallèles, ce qui suggère que les hypothèses des risques proportionnels ne sont pas violées et qu'il serait approprié de baser l'estimation de cette variable sur une seule fonction de survie de référence.
15. Pour interpréter les résultats, on prend l'exponentielle des coefficients, ce qui donne le taux de risque. Par exemple, pour les entreprises détenues par des Autochtones, exp(0,1689) est 1,1841. C'est-à-dire que la probabilité de sortie est supérieure de 18,41 % par rapport à leurs homologues non autochtones.

non économiques, l'importance des antécédents de la sortie d'entreprise tels que les contraintes financières, l'innovation ou les niveaux de rendement pourrait expliquer l'écart de probabilité de survie (Ponikvar et coll., 2018; Cefis et Marsili, 2019; Chang, 1996). La prochaine sous-section examine le rendement économique des entreprises détenues par des Autochtones par rapport à celles qui ne sont pas détenues par des Autochtones au cours de la période étudiée.

3.2.3 Modèle des moindres carrés ordinaires groupés avec imputation multiple

Les tableaux 7 et 8 résument les résultats de l'imputation multiple (IM) et de l'estimation des moindres carrés ordinaires (MCO) simples de l'équation (1) pour chaque résultat d'intérêt, c'est-à-dire les logarithmes des revenus et la productivité du travail, respectivement. Les MCO simples désignent les MCO sans technique d'IM. Les coefficients sont interprétés en termes de variation en pourcentage. Les colonnes (1) à (4) de chaque tableau estiment une version de l'équation (1) avec (IM) et sans (MCO simples) l'application de la technique de l'IM, dans laquelle la variable $Id_Propriété_{it}$ désigne soit la propriété autochtone (par rapport à la propriété non autochtone) soit les membres des Premières Nations, les Métis, les Inuit et les personnes d'une autre identité autochtone (par rapport aux non-Autochtones), respectivement. Toutes les régressions contrôlent les termes logarithmiques de la taille de l'entreprise (pendant la période précédente), du ratio d'endettement, du capital et de l'âge de l'entreprise, ainsi que des variables nominales pour la province, l'industrie, la ruralité et l'année. Enfin, les résultats sont présentés avec les erreurs-types entre parenthèses.

10. Les entreprises détenues par des Autochtones étaient en moyenne 7,5 % moins productives que celles détenues par des non-Autochtones.

Les estimations rapportées dans le tableau 7 indiquent que la productivité du travail est négativement associée aux entreprises détenues par des Autochtones, avec des résultats qui concordent avec les méthodes de l'IM et des MCO simples. Comme on pouvait s'y attendre, il semble que les coefficients sont gonflés lors de l'estimation employant la méthode des MCO simples, par rapport à l'IM. Cela est probablement dû au fait que l'estimation utilisant les MCO simples utilise une seule valeur et une technique moins précise pour remplir les valeurs manquantes, au lieu d'une procédure itérative comme l'approche de l'IM. La colonne (1) suggère que les entreprises détenues par des Autochtones étaient en moyenne environ 7,5 % moins productives que leurs homologues qui ne sont pas détenues par des Autochtones. La colonne (2) révèle que l'incidence est plus élevée pour les entreprises détenues par des membres des Premières Nations et par des personnes d'une autre identité autochtone, et qu'elles ont subi une perte de productivité moyenne de 15,0 % et de 3,1 % respectivement, par rapport aux entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Dans l'ensemble, les résultats économétriques appuient les statistiques descriptives inconditionnelles présentées au tableau 5, selon lesquelles la productivité du travail des entreprises détenues par des Autochtones était inférieure à celle de leurs homologues qui ne sont pas détenues par des Autochtones. De plus, les signes attendus des coefficients sont obtenus lorsque l'on tient compte de caractéristiques commerciales pertinentes comme l'industrie, la taille de l'entreprise, le ratio d'endettement et le capital.

Tableau 7
Principaux résultats - Effets sur la productivité du travail

	Log (productivité du travail)							
	Imputation multiple				Moindres carrés ordinaires			
	Modèle 1		Modèle 2		Modèle 3		Modèle 4	
	coefficient	erreur-type	coefficient	erreur-type	coefficient	erreur-type	coefficient	erreur-type
Identité de propriété								
Tous Autochtones	-0,075 ***	(0,0028)	…	…	-0,118 ***	(0,004)	…	…
Premières Nations	…	…	-0,150 ***	(0,004)	…	…	-0,226 ***	(0,006)
Métis	…	…	-0,015 ***	(0,004)	…	…	-0,035 ***	(0,005)
Inuit	…	…	-0,036	(0,021)	…	…	-0,164 ***	(0,024)
Autres Autochtones	…	…	-0,031 ***	(0.012)	…	…	-0,024	(0,017)
Non-Autochtones (référence)	…	…	…	…	…	…	…	…
Contrôles								
Log (taille de l'entreprise (*t-1*))	-0,189 ***	(0,004)	-0,189 ***	(0,004)	-0,186 ***	(0,006)	-0,186 ***	(0,0006)
Âge des entreprises	0,004 ***	(0,00004)	0,004 ***	(0,00004)	0,005 ***	(0,00006)	-0,005 ***	(0,0006)
Log (Ratio d'endettement)	0,006 ***	(0,0006)	0,006 ***	(0,0006)	0,004 ***	(0,0008)	0,004 ***	(0,0008)
Log (Capital)	0,187 ***	(0,0002)	0,187 ***	(0,0002)	0,18 ***	(0,0003)	0,18 ***	(0,0003)
Rurale EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Province EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Industrie EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Année EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Nombre d'observations	7 111 541	7 111 541	7 111 541	7 111 541	7 111 541	7 111 541	7 111 541	7 111 541

… n'ayant pas lieu de figurer

* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

** valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,01)

*** valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,001)

Notes : EF signifie effets fixes. Le secteur, la région géographique, l'âge de l'entreprise, les approximations de la taille de l'entreprise en fonction du nombre d'employés et le ratio d'endettement sont pris en compte dans toutes les régressions. Les erreurs-types robustes figurent entre parenthèses.

Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

La productivité du travail est un indicateur qui donne une idée de l'efficacité de l'utilisation de la main-d'œuvre. Cependant, il existe peu d'études examinant la productivité du travail en fonction des caractéristiques des propriétaires d'entreprise. Au lieu de cela, la littérature connexe a évalué le rendement en termes de revenus, de rotation des actifs, d'augmentation de la production et du volume des ventes (Hamzani et Achmad, 2016; Rola-Rubezen, 2011). Suivant cette dernière tendance de la littérature, cette analyse examine le changement des revenus des entreprises en fonction de l'identité autochtone des propriétaires.

11. En moyenne, les entreprises détenues par des Autochtones ont gagné environ 2,7 % de moins que celles détenues par des non-Autochtones.

Tableau 8 suggère que les revenus sont également négativement corrélés à l'identité autochtone des propriétaires et statistiquement significatifs. En moyenne, les entreprises détenues par des Autochtones ont gagné 2,7 % de moins que les entreprises détenues par des non-Autochtones. Ces résultats sont cohérents lorsqu'on considère d'autres mesures du rendement comme les marges de profit net et brut. Parmi les entreprises détenues par des Autochtones, celles détenues par des Métis ont subi l'impact le plus élevé, c.-à-d. une baisse de 5,9 % des revenus, suivies de celles détenues par des personnes d'une autre identité autochtone (5,0 %), comparativement à celles détenues par des non-Autochtones. Comparativement à la productivité du travail, l'écart de rendement au chapitre des revenus entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles détenues par des non-Autochtones est inférieur d'environ 5 points de pourcentage.

Les conclusions tirées de la littérature connexe ont conduit à diverses conclusions concernant la performance des entreprises détenues par des Autochtones. Selon les résultats d'intérêt, des travaux antérieurs fournissent des preuves pour un rendement parfois inférieur et parfois bon pour les entreprises détenues par des Autochtones, par rapport à celles détenues par des non-Autochtones. Par exemple, en examinant la rotation des actifs, Rola-Rubezen (2011) constate que, en Australie, les entreprises détenues par des Autochtones ont déclaré faire davantage de profit que les entreprises détenues par des non-Autochtones. Après avoir comparé les micro-,

petites et moyennes entreprises appartenant à des personnes de groupes ethniques autochtones avec celles appartenant à des personnes ne faisant pas partie d'un de ces groupes en Indonésie, Hamzani et Achmad (2016) n'ont trouvé aucune différence significative en ce qui concerne trois indicateurs du rendement, à savoir l'augmentation de la production, les volumes de ventes et les revenus. Au Canada, une étude récente du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone et d'Affaires mondiales Canada (2023) a montré que les PME appartenant à des Autochtones qui exportent sont moins susceptibles de le faire, par rapport à la moyenne canadienne.

Cette étude fournit de nouvelles données probantes sur le rendement inférieur des entreprises détenues par des Autochtones au Canada sur le plan de la productivité du travail et des revenus.

Tableau 8
Principaux résultats – Effets sur les revenus

	Log (revenu)							
	Imputation multiple				Moindres carrés ordinaires			
	Modèle 1		Modèle 2		Modèle 3		Modèle 4	
	coefficient	erreur-type	coefficient	erreur-type	coefficient	erreur-type	coefficient	erreur-type
Identité de propriété								
Tous Autochtones	-0,027 ***	(0,003)	…	…	-0,030 ***	(0,004)	…	…
Premières Nations	…	…	-0,005	(0,004)	…	…	-0,017	(0,007)
Métis	…	…	-0,059 ***	(0,004)	…	…	-0,071 ***	(0,006)
Inuit	…	…	-0,004	(0,022)	…	…	-0,092 ***	(0,027)
Autres Autochtones	…	…	0,050 ***	(0,013)	…	…	0,001	(0,019)
Non-Autochtones (référence)	…	…	…	…	…	…	…	…
Contrôles								
Log (taille de l'entreprise (*t-1*))	0,837 ***	(0,0005)	0,837 ***	(0,0005)	0,843 ***	(0,0007)	0,843 ***	(0,0007)
Âge des entreprises	-0,001 ***	(0,0005)	-0,001 ***	(0,0005)	-0,0004 ***	(0,0007)	-0,0004 ***	(0,0007)
Log (Ratio d'endettement)	0,238 ***	(0,0005)	0,238 ***	(0,0005)	-0,24 ***	(0,0007)	-0,24 ***	(0,0007)
Log (Capital)	0,286 ***	(0,0002)	0,286 ***	(0,0002)	0,279 ***	(0,0003)	0,279 ***	(0,0003)
Rurale EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Province EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Industrie EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Année EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Nombre d'observations	**6 788 176**	**6 788 176**	**6 788 176**	**6 788 176**	**6 788 176**	**6 788 176**	**6 788 176**	**6 788 176**

… n'ayant pas lieu de figurer

* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

** valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,01)

*** valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,001)

Notes : EF signifie effets fixes. Le secteur, la région géographique, l'âge de l'entreprise, les approximations de la taille de l'entreprise en fonction du nombre d'employés et le ratio d'endettement sont pris en compte dans toutes les régressions. Les erreurs-types robustes figurent entre parenthèses.

Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

De plus, les estimations peuvent expliquer la probabilité plus faible de survie des entreprises détenues par des Autochtones par rapport à celles détenues par des non-Autochtones, comme le montre le modèle à risques proportionnels de Cox dans la sous-section précédente. Conformément aux résultats de l'analyse descriptive décrite dans la sous-section 3.1, on peut s'attendre à un tel écart de rendement économique entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles détenues par des non-Autochtones, car elles révèlent des différences significatives dans certaines caractéristiques économiques pertinentes.

Alors que les différences de performance économique observées entre les entreprises détenues par des groupes visés par l'équité en matière d'emploi (EE) et celles dont les propriétaires n'appartiennent pas à des groupes visés par l'EE sont bien établies dans la littérature (Gueye B., 2023; Bemrose et Lafrance-Cooke, 2022; A. Robb et Fairlie, 2009; Couture et Houle, 2020), on sait peu de choses sur les facteurs qui expliquent de tels écarts de rendement. Pour aider à comprendre ces écarts, les résultats sont décomposés en fonction de l'emplacement géographique de l'entreprise, c.-à-d. si elle est située dans une région rurale ou urbaine. Cette analyse vise à valider les problèmes d'éloignement qui ont été soulevés dans la littérature concernant les contraintes auxquelles font face les Autochtones (en particulier ceux qui vivent dans une réserve) et les entreprises qu'ils gèrent (Leach, Lars-Anders Baer, et Yu, 2020).

12. L'écart de productivité entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles détenues par des non-Autochtones est plus de deux fois plus élevé dans les régions rurales (13,5 %) que dans les régions urbaines (4,8 %).

Tableau 9
Principaux résultats – par situation géographique urbaine ou rurale

	Log (productivité du travail)				Log(revenu)			
	Modèle 1 - rurale		Modèle 2 - urbain		Modèle 3- rurale		Modèle 4 - urbain	
	coefficient	erreur-type	coefficient	erreur-type	coefficient	erreur-type	coefficient	erreur-type
Identité de propriété								
Tous Autochtones	-0,135 ***	(0,005)	-0,048 ***	(0,003)	-0,002	(0,005)	-0,046 ***	(0,004)
Non-Autochtones (référence)	…	…	…	…	…	…	…	…
Contrôles								
Log (taille de l'entreprise (*t-1*))	-0,117 ***	(0,001)	-0,201 ***	(0,0005)	0,821 ***	(0,001)	0,839 ***	(0,0005)
Âge des entreprises	0,001 ***	(0,0001)	0,005 ***	(0,0005)	-0,005 ***	(0,0001)	0,00004	(0,00005)
Log (Ratio d'endettement)	-0,057 ***	(0,001)	0,014 ***	(0,0007)	-0,208 ***	(0,001)	-0,242 ***	(0,0006)
Log (Capital)	0,164 ***	(0,0007)	0,19 ***	(0,0002)	0,341	(0,0006)	0,277 ***	(0,0002)
Province EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Industrie EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Année EF	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Nombre d'observations	1 135 266	1 135 266	5 976 275	5 976 275	1 090 804	1 090 804	5 697 372	5 697 372

… n'ayant pas lieu de figurer

* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

** valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,01)

*** valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,001)

Notes : EF signifie effets fixes. Le secteur, la région géographique, l'âge de l'entreprise, les approximations de la taille de l'entreprise en fonction du nombre d'employés et le ratio d'endettement sont pris en compte dans toutes les régressions. Les erreurs-types robustes figurent entre parenthèses.

Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

Le tableau 9 présente les estimations de cette analyse supplémentaire. Dans l'ensemble, les constatations indiquent que, peu importe l'emplacement géographique (régions urbaines ou rurales), les entreprises détenues par des Autochtones sont susceptibles d'afficher un rendement moindre comparativement à leurs homologues qui ne sont pas détenues par des Autochtones. De plus, l'écart de rendement (surtout en ce qui concerne la productivité du travail) est encore plus important pour les entreprises détenues par des Autochtones situées en milieu rural, par rapport à celles situées en milieu urbain. En termes d'ampleur, l'écart de rendement entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles détenues par des non-Autochtones est plus de deux fois plus élevé dans les régions rurales (13,5 %) que dans les régions urbaines (4,8 %). Pourquoi l'écart de rendement entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles détenues par des non-Autochtones est-il plus élevé dans les régions rurales que dans les régions urbaines?

Les entreprises détenues par des Autochtones et situées dans des régions rurales et éloignées sont plus susceptibles d'être des entreprises à domicile et de fonctionner dans des industries primaires (alimentation et agriculture, foresterie, pêche et aquaculture) afin de répondre à la demande locale et aux besoins de subsistance (Leach, Lars-Anders Baer, et Yu, 2020). Ces industries correspondent à de petits marchés moins rentables et vulnérables aux fluctuations économiques et aux changements des prix des matières premières. De plus, contrairement aux entreprises appartenant à des non-Autochtones, celles détenues par des Autochtones dans les régions rurales sont fortement concentrées dans les subdivisions de recensement autochtones situées dans des zones rurales à faible densité, loin des zones métropolitaines (Haaris et Alessandro, 2019). Par conséquent, elles ont un accès limité à de grands bassins de consommateurs et à de grands marchés et peuvent avoir un rendement économique plus faible par rapport à celles situées près des centres métropolitains.

Ces différences dans les principales activités et la proximité des principaux marchés entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles détenues par des non-Autochtones, ainsi que les caractéristiques économiques relativement pauvres des zones rurales (par rapport aux zones urbaines) pourraient expliquer les résultats présentés au tableau 9. Cette analyse supplémentaire complète l'étude de Haaris et Alessandro (2019) en montrant des preuves d'un écart de rendement plus important entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles détenues

par des non-Autochtones dans les zones rurales. Pour avoir une vue d'ensemble des possibles obstacles à la croissance de l'économie autochtone, la dernière partie de ce document résume la littérature connexe récente.

4 Discussion

Jusqu'à présent, cet article a tenté de quantifier l'écart de rendement économique entre les entreprises détenues par des Autochtones et leurs homologues qui ne sont pas détenues par des Autochtones en se basant sur des données longitudinales. L'analyse descriptive révèle que les entreprises détenues par des Autochtones et celles détenues par des non-Autochtones partagent certaines caractéristiques communes (par exemple, elles sont susceptibles d'être de petite taille, gérées en majorité par des personnes âgées de 45 à 54 ans et par des hommes) et des différences substantielles en termes d'emplacement géographique et de concentration industrielle. Notamment, une analyse descriptive non conditionnelle suggère que les entreprises détenues par des Autochtones ont connu une croissance relativement plus rapide des revenus et de la productivité du travail, en moyenne, que les entreprises non autochtones, ce qui suggère une réduction de l'écart au fil du temps.

Cependant, les résultats de l'analyse empirique avec des contrôles supplémentaires suggèrent que les entreprises détenues par des Autochtones étaient susceptibles de connaître un rendement économique plus faible, par rapport aux entreprises qui ne sont pas détenues par des Autochtones. Cet écart de rendement est plus élevé dans les régions rurales que dans les régions urbaines. En termes d'ampleur, l'écart de rendement est estimé, en moyenne, à environ 7,5 % pour la productivité du travail et à 2,7 % pour les revenus. De plus, ce rendement relativement faible se reflète également dans la probabilité de survie, qui était inférieure, en moyenne, de 2 points de pourcentage pour les entreprises gérées en majorité par des Autochtones, par rapport à celles gérées par des Canadiens non autochtones.

Les facteurs qui expliquent cet écart de rendement ne figurent pas dans cette analyse des données. Cette section résume les possibles obstacles à la croissance de l'économie autochtone, y compris le secteur des affaires. Des contraintes clés ont été identifiées dans la littérature, notamment un plus faible niveau de scolarité, un manque d'accès au capital et des problèmes de financement, la réglementation et les contraintes institutionnelles telles que des restrictions aux droits de propriété (Conseil national de développement économique des Autochtones, 2021; Chernoff et Cheung, 2023; Leach, Lars-Anders Baer, et Yu, 2020). Ces contraintes sont plus susceptibles d'affecter les Autochtones vivant dans des réserves.

Niveau de scolarité inférieur

Selon le rapport de 2016 du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone, les données de l'Enquête sur les entreprises autochtones ont révélé que les propriétaires d'entreprises autochtones citent l'attraction de talents de qualité (39 %) et la rétention d'employés hautement qualifiés (29 %) comme leurs plus grands défis dans la conduite des affaires[16]. En fait, avoir des difficultés à accéder à des travailleurs hautement qualifiés peut limiter le rendement des entreprises. Malgré les progrès récents en matière de scolarité dans les communautés autochtones, l'écart par rapport à la moyenne canadienne reste important, surtout dans les régions rurales et éloignées (Leach, Lars-Anders Baer et Yu, 2020). Selon Arriagada et Hango (2016), les adultes des Premières Nations et des Métis vivant hors réserve ont de plus faibles moyennes en littératie et en numératie que les adultes non autochtones. Juste plus d'un tiers (35 %) des membres des Premières Nations vivant hors réserve et 50 % des Métis âgés de 25 à 65 ans ont obtenu des notes de littératie plus élevées (niveau 3 ou plus), comparativement à

16. NIEDB-ECONOMICPROGRESSREPORT-FRENCHVERSION2019.pdf (naedb-cndea.com)

57 % chez les adultes non autochtones. Ce faible niveau de scolarité se reflète sur le marché du travail, où les hommes et les femmes autochtones sont surreprésentés dans des emplois moins bien rémunérés comparativement aux Canadiens non autochtones, dans toutes les professions et industries. De plus, un niveau de scolarité inférieur est un défi majeur qui empêche les Autochtones de démarrer et de gérer une entreprise, ainsi que d'accéder aux programmes gouvernementaux et au soutien financier.

Manque d'accès au capital et problèmes de financement

Pour de nombreuses communautés autochtones, y compris le secteur des affaires, l'accès au capital et aux services financiers est limité. Ceci constitue un obstacle majeur au développement et au rendement des entreprises (Conseil national de développement économique des Autochtones, 2021). D'après certaines études, un pourcentage élevé d'entreprises autochtones (environ 65 %) dépend des économies personnelles comme principale source de financement (Chernoff et Cheung, 2023). Le gouvernement canadien dispose d'une variété de programmes ciblés pour les peuples autochtones et leurs communautés qui visent à renforcer les capacités et à développer les marchés pour les entreprises. Il offre un soutien ciblé dans divers domaines, notamment le développement commercial, le capital et les services de soutien, qui se concentrent sur les entreprises détenues par des Autochtones et comprennent le soutien d'un réseau d'institutions financières autochtones.

Bien qu'il existe différents programmes fédéraux et provinciaux offerts pour soutenir les entreprises détenues par des Autochtones, ils sont accompagnés par des barrières administratives qui limitent ou empêchent les entreprises de saisir les occasions de développement économique[17].

Réglementation et contraintes institutionnelles

Surmonter les obstacles institutionnels est un autre défi important pour la participation économique et le développement des entreprises détenues par des Autochtones, en particulier celles qui opèrent sur des terres traditionnelles. En fait, les entreprises peuvent être confrontées à des coûts de transaction supplémentaires pour respecter les restrictions aux droits de propriété en vertu de la *Loi sur les Indiens* (Leach, Lars-Anders Baer et Yu, 2020; Chernoff et Cheung, 2023). Ces restrictions de propriété entravent la création d'entreprises et de possibilités d'emplois pour les régions.

Les contraintes mentionnées ci-dessus peuvent aider à expliquer l'écart de rendement estimé dans cet article entre les entreprises détenues par des Autochtones et celles détenues par des non-Autochtones. Cependant, en raison de la limitation des données, en particulier celles sur les besoins spécifiques et les défis auxquels sont confrontées les entreprises détenues par des Autochtones, ce document ne peut évaluer directement aucun de ces derniers facteurs. Cela pourrait être intéressant pour de futurs travaux de recherche.

17. Pour de plus amples détails, veuillez consulter le rapport de 2022 de la Chambre des communes du Canada sur les obstacles au développement économique dans les communautés autochtones. Obstacles au développement économique dans les communautés autochtones (ourcommons.ca)

5 Conclusion

Les activités menées par les peuples autochtones ont gagné en importance au fil des ans dans l'économie canadienne. Le présent article examine la performance économique, y compris le taux de survie, des entreprises détenues par des Autochtones au cours des dernières décennies (2005 à 2018). Il s'appuie sur la BDCDEE, qui permet une ventilation des entreprises détenues par des Autochtones par sous-groupe, à savoir les membres des Premières Nations, les Métis, les Inuit et les personnes d'une autre identité autochtone après une procédure d'imputation. Avec la BDCDEE, il est également possible de mesurer et de suivre les entrées et sorties d'entreprises, la productivité du travail et les revenus, en fonction des caractéristiques de propriété. Pour évaluer la relation entre le rendement économique et l'identité des propriétaires de l'entreprise, la méthodologie décrit d'abord les caractéristiques sociales et économiques des entreprises détenues par des Autochtones. Cela conduit à plusieurs constatations.

(i) Près d'un cinquième des entreprises détenues par des Autochtones opéraient dans l'industrie de la construction. Ces entreprises sont dominées par de petites entreprises et appartiennent majoritairement à des membres des Premières Nations et des Métis. (ii) En moyenne, environ 30 % des entreprises détenues par des Autochtones sont détenues par des personnes âgées de 45 à 54 ans, tandis que plus des deux tiers (73 %) appartiennent majoritairement à des hommes. (iii) Les entreprises détenues par des Autochtones ont connu une croissance relativement plus rapide des revenus et de la productivité du travail, en moyenne, que celles détenues par des non-Autochtones, ce qui suggère une réduction de l'écart au fil du temps.

Dans la deuxième partie du document, l'analyse empirique des variables de contrôle supplémentaires évalue les indicateurs de performance économique, y compris les revenus, la productivité du travail et le taux de survie pour chaque sous-groupe d'entreprises détenues par des Autochtones. Les résultats suggèrent que les entreprises détenues par des Autochtones étaient en moyenne 7,5 % moins productives et ont connu des revenus inférieurs de 2,7 % par rapport à leurs homologues non autochtones. Cet écart de rendement est plus élevé dans les régions rurales que dans les régions urbaines. De plus, les résultats de l'analyse de survie indiquent que les entreprises appartenant à des Autochtones étaient, en moyenne, 18,41 % plus susceptibles de quitter le marché que les entreprises appartenant à des non-Autochtones.

La présente étude fournit des preuves supplémentaires qu'il faut faire davantage d'efforts pour soutenir le rendement économique des groupes visés par l'équité en matière d'emploi, en particulier les entreprises détenues par des Autochtones au Canada. Du point de vue de la recherche, davantage de travail sur la collecte de données, en particulier sur les besoins spécifiques et les obstacles auxquels font face les entreprises détenues par des Autochtones, pourrait aider à mieux informer les décideurs politiques sur les réformes appropriées.

6 Annexe

Annexe Tableau A.1
Test de Log-Rank pour l'égalité des fonctions de survivant

Groupes	Événements observés	Événements attendus
Non-Autochtones	210 313	210 610,63
Tous Autochtones	3 109	2 811,37
Total	213 422	213 422

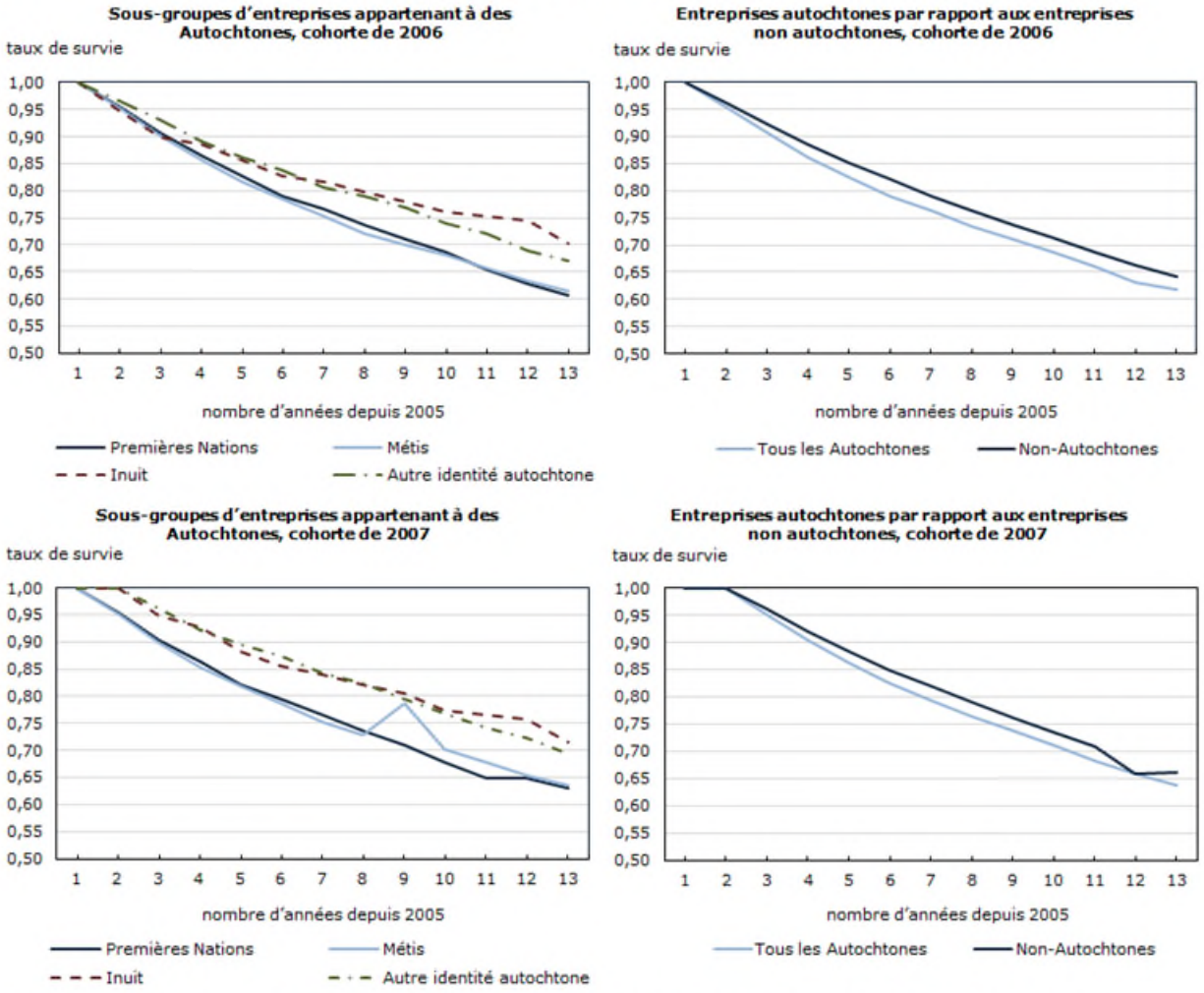
Notes : Ce tableau présente le test Log-Rank pour l'égalité des fonctions de survivant. L'hypothèse nulle (H0) affirme qu'il n'y a pas de différence entre les fonctions de survie, contre l'hypothèse alternative selon laquelle au moins une des fonctions de survie est différente. Le test conduit aux statistiques suivantes : chi2(1) = 33,04 ; et valeur P = 0,0000.
Lorsque la valeur p du test est faible, vous pouvez rejeter l'hypothèse nulle et conclure que les fonctions de survie de la population diffèrent. Par conséquent, le test ci-dessus suggère que les groupes d'entreprises non autochtones et autochtones sont statistiquement différents quant à leur probabilité de survie au fil du temps. Ce tableau présente le test Log-Rank pour l'égalité des fonctions de survivant. Cela suggère que les groupes d'entreprises non autochtones et autochtones ont une probabilité de survie statistiquement différente au fil du temps.
Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

Annexe Tableau A.2
Probabilités de survie de Kaplan-Meier pour la cohorte de 2005, selon la propriété d'une identité autochtone majoritaire, 2005 à 2018

Années depuis 2005	Premières Nations	Métis	Inuit	Autres Autochtones	Tous Autochtones	Non-Autochtones
			pourcentage			
1	96,04	95,89	93,21	96,39	95,93	96,58
2	91,93	91,41	87,67	92,85	91,09	93,09
3	87,75	87,19	82,89	90,40	87,53	89,70
4	84,52	83,24	82,89	87,02	84,01	86,55
5	81,82	79,93	80,47	84,79	81,05	83,71
6	78,64	77,28	79,20	82,45	78,20	81,07
7	76,47	74,84	77,82	79,31	75,87	78,48
8	74,03	72,15	76,30	77,59	73,37	76,02
9	71,64	70,37	73,99	76,02	71,32	73,70
10	69,14	68,50	71,55	73,25	69,11	71,48
11	66,22	66,51	70,67	71,47	66,73	69,18
12	63,68	64,50	69,69	69,57	64,51	66,98
13	62,14	62,63	64,33	67,53	62,71	64,92

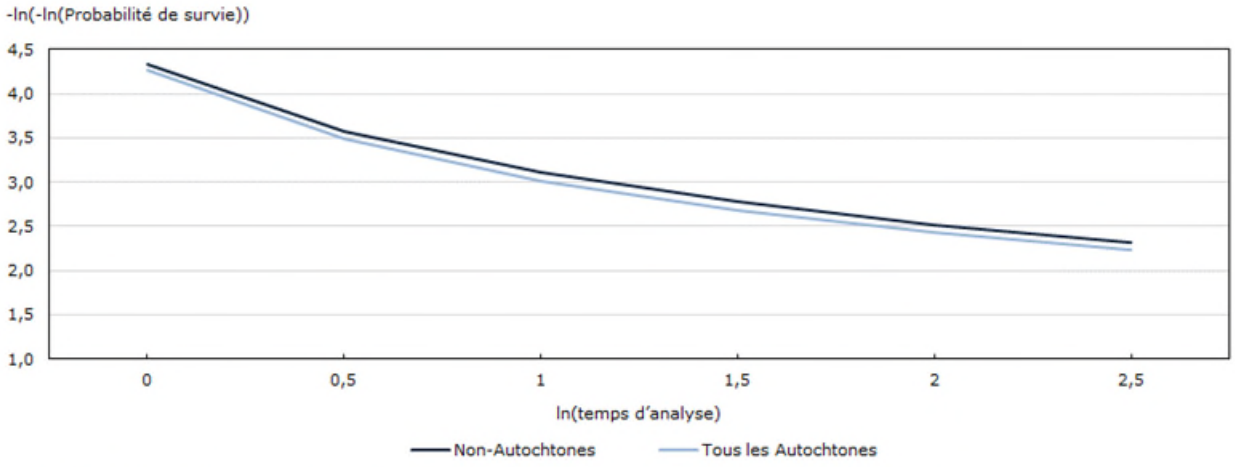
Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

Annexe Graphique A.1
Estimations de la survie fondées sur la méthode de Kaplan-Meier pour la cohorte de 2007, selon le groupe majoritaire d'identité Autochtone, 2005 à 2018



Source : Calculs de l'auteur à l'aide de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), 2005 à 2018.

Annexe Graphique A.2
Validation des hypothèses de risques proportionnels, Log(-Log(survie) par rapport à Log(temps d'analyse)



Source : Validation des hypothèses de risques proportionnels, Log(-Log(survie) par rapport à Log(temps d'analyse)

Bibliographie

Agarwal, S., Rahman, S., et Errington, A. (2009). Measuring the determinants of relative economic performance of rural areas. *Journal of Rural Studies*, vol. 25, nº 3, p. 309 à 321.

Alpay, G., Muzaffer, B., Cengiz, Y., Saadet, C., et Lacin, A. (2008). Performance implications of institutionalization process in family-owned businesses: Evidence from an emerging economy. *Journal of World Business*.

Ayotte, C., et Bridger, J. (2022). Compte économique des peuples autochtones : méthodologie et résultats provisoires. Comptes des revenus et dépenses, série technique. Produit nº 13-604-M2022001 au catalogue de Statistique Canada, modifié le 1er décembre.

Bemrose, R., et Lafrance-Cooke, A. (2022). La propriété d'entreprise chez les personnes ayant une incapacité au Canada. *Rapports économiques et sociaux*, Statistique Canada, produit nº 36-28-0001 au catalogue.

Buckland, J., McKay, D., et Reimer, N. (2016). Financial Inclusion and Manitoba Indigenous Peoples: Results from an Urban and a Rural Case Study. Centre canadien de politiques alternatives.

Conseil canadien pour l'entreprise autochtone et Affaires mondiales Canada. (2023). Adàwe : Les expériences d'exportation des entrepreneurs autochtones. Disponible à l'adresse suivante : https://www.international.gc.ca/trade-commerce/assets/pdfs/inclusive_trade-commerce_inclusif/indigenous-autochtone/report-adawe-rapport-fra.pdf

Cefis, E., et Marsili, O. (2019). Good Times, Bad Times: Innovation and Survival over the Business Cycle. *Industrial and Corporate Change.*

Chang, S. (1996). An evolutionary perspective on diversification and corporate restructuring: Entry, exit, and economic performance during 1981-89. *Strategic Management Journal*, p. 587 à 611.

Chernoff, A., et Cheung, C. (2023). An Overview of the Indigenous Economy in Canada. Banque du Canada.

Chirico, F., Gomez-Mejia, L., Hellerstedt, K., Whithers, M., et Nordqvist, M. (2020). To merge, sell, or liquidate? Socioemotional wealth, family control, and the choice of business exit. *Journal of Management*, vol. 46, nº 8, p. 1342 à 1379.

Cho, I., et Orazem, P. (2020). How endogenous risk preferences and sample selection affect analysis of firm survival. *Small Business Economics*, p. 1 à 24.

Collin, D. (2011). La littératie financière chez les Autochtones au Canada : Enjeux et orientations. Document de recherche préparé pour le Groupe de travail sur la littératie financière.

Couture, L., et Houle, S. (2020). Survie et rendement des entreprises en démarrage selon le genre des propriétaires : analyse d'une cohorte canadienne. Direction des études analytiques : documents de recherche, Statistique Canada, produit nº 11F0019M au catalogue, nº 450.

Du Rietz, A., et M. Henrekson. (2000). Testing the female underperformance hypothesis. *Small Business Economics*, vol. 14, nº 1, p. 1 à 10.

Fairlie, R., et Robb, A. (2009). Gender differences in business performance: Evidence from the Characteristics of Business Owners survey. *Small Business Economics*, vol. 33, nº 4, p. 375 à 395.

Green, D., Liu, H., Ostrovski, Y., et Picot, G. (2016). Immigration, propriété d'entreprises et emploi au Canada. Direction des études analytiques : documents de recherche, Statistique Canada, produit nº 11F0019M au catalogue, nº 375.

Grekou, D. (2020). Expérience du marché du travail, diversité de genre et prospérité des entreprises détenues par des femmes. Direction des études analytiques, documents de recherche, Statistique Canada, produit nº 11F0019M au catalogue, nº 447.

Grekou, D., et Liu, H. (2018). Entrée et sortie des travailleurs autonomes et des propriétaires d'entreprise au Canada. Direction des études analytiques, documents de recherche, Statistique Canada, produit nº 11F0019M au catalogue, nº 407.

Grekou, D., et Lu, Y. (2021). L'emploi et les différences selon le genre un an après le début de la pandémie de COVID-19 : une analyse par secteur d'industrie et taille de l'entreprise. *Rapports économiques et sociaux*, Statistique Canada, produit nº 36-28-0001 au catalogue.

Grekou, D., et Watt, J. (2021). Examen de l'écart de productivité du travail entre les entreprises détenues par des femmes et celles détenues par des hommes : l'influence d'une expérience antérieure au sein de l'industrie. Direction des études analytiques : documents de recherche, Statistique Canada, produit nº 11F0019M au catalogue, nº 464.

Gueye, B. (2023). Les propriétaires d'entreprises noirs au Canada. Direction des études analytiques : documents de recherche, Statistique Canada, produit nº 11F0019M au catalogue, nº 467.

Gueye, B. (2024). Survie et croissance des entreprises appartenant à des femmes et à des immigrants pendant la pandémie de COVID-19. *Rapports économiques et sociaux*, Statistique Canada, produit nº 36-28-0001 au catalogue.

Gueye, B., Lafrance-Cooke, A., et Oyarzun, J. (2022). Identification des propriétaires d'entreprises autochtones et des entreprises détenues par des Autochtones. *Études analytiques : méthodes et références*, Statistique Canada, produit nº 11-633 -X au catalogue, nº 045.

Ha, J., Wong, J., et Khodja, M. (2023). Un profil des entreprises du Canada rural, 2020. *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*, Statistique Canada, produit nº 21-006-X au catalogue.

Haaris, J., et Alessandro, A. (2019). Un profil des entreprises dans les collectivités autochtones au Canada. *Rapports sur les projets spéciaux sur les entreprises*, Statistique Canada, produit nº 18-001-X au catalogue.

Hamzani, U., et Achmad, D. (2016). The performance of micro, small and medium enterprises (MSMEs): indigenous ethnic versus non-indigenous ethnic. *Procedia-social and behavioral sciences*, vol. 219, p. 265 à 271.

Harada, N. (2007). Which firms exit and why? An analysis of small firm exits in Japan. *Small Business Economics*, vol. 29, nº 4 : p. 401 à 414.

Hou, F., Picot, G., et Zhang, J. (2020). Transitions entre périodes d'emploi et de chômage vécues par les immigrants pendant la période de confinement obligatoire en raison de la COVID-19 et la période de reprise des activités. *StatCan et la COVID-19*, produit nº 45280001 au catalogue.

Innovation, Sciences et Développement économique Canada. (2024). Principales statistiques relatives aux petites entreprises 2023. Disponible au lien suivant : https://ised-isde.canada.ca/site/recherche-statistique-pme/fr/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises-2023#s2.1

Isaga, N. (2015). Owner-managers' demographic characteristics and the growth of Tanzanian Small and medium enterprises. *International Journal of Business and Management*, vol. 10, nº 5, p. 168.

Kalenkoski, C., et Pabilonia, S. (2022). Impacts of COVID-19 on the self-employed. *Small Business Economics*.

Kurmann, A., Etienne, L., et Lien, T. (2020). The Impact of COVID-19 on US Employment and Hours: Real-Time Estimates with Homebase Data. Disponible au lien suivant : *http://www. andrekurmann. com/hb_covid (2020)*

Lafrance-Cooke, A. (2021). Démarrer une entreprise en période de pandémie : les expériences des entreprises créées pendant la COVID-19. *Rapports économiques et sociaux*, Statistique Canada, produit nº 36-28-0001 au catalogue.

Lafrance-Cooke, A., et Leung, D. (2024). Les entreprises créées depuis le début de la pandémie de COVID-19. *Rapports économiques et sociaux*, Statistique Canada, produit nº 36-28-0001 au catalogue.

LaRochelle-Côté, S., et Gilmore, J. (2009). Repli de l'emploi au Canada. Produit nº 75-001-X au catalogue de Statistique Canada.

Leach, D., Lars-Anders Baer, et Yu, P. (2020). Linking Indigenous Communities with Regional development. Organisation de coopération et de développement économiques. L'Observateur de l'OCDE.

Lemieux, T., Milligan, K., Schirle, T., et Skuterud, M. (2020). Initial impacts of the COVID-19 pandemic on the Canadian labour market. *Analyse de politiques*, vol. 46, S1, p. S 55 à S65.

Leonard, P., Emery, J., et McDonald, J. (2017). Push or pull into self employment? evidence from longitudinal canadian tax data. Centre de données de recherche du Nouveau-Brunswick, 21.

Leung, D., et Liu, H. (2022). Le programme de Subvention salariale d'urgence du Canada et la croissance et le taux de survie des entreprises pendant la pandémie de COVID-19 au Canada. *Rapports économiques et sociaux*, Statistique Canada, produit nº 36-28-0001 au catalogue.

Leung, D., et Robinson, M. (2011). La dynamique du travail autonome chez les hommes au Canada : comparaison des années 1990 et des années 2000. Disponible au SSRN 1972265.

Lin, Z., Picot, G., et Compton, J. (2000). Dynamique de la création et de la disparition d'emplois autonomes au Canada. *Small business economics*, vol. 15, p. 105 à 125.

Liu, H., et Zhang, Y. (à paraître). Mise à jour sur l'entrée et la sortie des travailleurs autonomes et des propriétaires d'entreprise au Canada. Direction des études analytique : documents de recherche, Statistique Canada.

Liu, Y., Wei, S., et Xu, J. (2021). COVID-19 and women-led businesses around the world. *Finance Research Letters*, vol. 43, 102012.

Lyeonov, S., Pimonenko, T., Bilan, Y., Streimikien, D., et Mentel, G. (2019). Assessment of green investments' impact on sustainable development: Linking gross domestic product per capita, greenhouse gas emissions and renewable energy. *Energies*, vol. 12, nº 20, p. 3891.

Martin, S., McHugh, R., et Johnson, S. (1993). The influence of location on productivity: manufacturing technology in rural and urban areas. *Growth and Change*, vol. 24, nº 4, p. 459 à 486.

Conseil national de développement économique des Autochtones (2021). Définition des entreprises autochtones au Canada. Disponible au lien suivant : http://www.naedb-cndea.com/wp-content/uploads/2022/07/5.-Defining-Indigenous-Businesses-Report_FINAL-English.pdf

Nichols, L. (2023). Working through the Unknowns: Canadian Youth's Experience of Employment during the COVID-19 Pandemic. *Canadian Journal of Family and Youth/Le Journal canadien de Famille et de la Jeunesse*, vol. 15, nº 3, p. 113 à 129.

Papadaki, E., Chami, B., et Branch, S. (2002). Les facteurs déterminants de la croissance des microentreprises au Canada. Ottawa : Direction générale de la politique de la petite entreprise, Industrie Canada.

Pham, D., Do, T., Nguyen, T., et Pham, T. (2021). The impact of sustainability practices on financial performance: empirical evidence from Sweden. *Cogent Business & Management*.

Picot, G., Manser, M., et Lin, Z. (1998). Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis. Dans le cadre du Forum canadien de recherche sur la situation d'emploi (FCRSE)– LEED, International Conference on Self-Employment, Burlington, Ontario (p. 24 à 26).

Ponikvar, N., Kejzar, K., et Peljhan, D. (2018). The role of financial constraints for alternative firm exit modes. *Small Business Economics*, vol. 51, nº 1, p. 85 à 103.

Qingfang, W., et Cathy, Y. (2015). Transnational activities of immigrant-owned firms and their performances in the USA. *Small Business Economics*, p. 345 à 359.

Robb, A. (2002). « Entrepreneurial performance by women and minorities: The case of new firms ». *Journal of Developmental Entrepreneurship*, vol. 7, nº 4, p. 383.

Rola-Rubezen, M. (2011). The Anatomy of the Australian Entrepreneur: Understanding micro, small and medium business entrepreneurs in Australia.

Schoar, A. (2010). The divide between subsistence and transformational entrepreneurship. Innovation policy and the economy.

Schumpeter, J. (2013). Capitalism, socialism and democracy. Routledge.

Sekkel, J. et Wang, W. (24 avril 2024). Petites et moyennes entreprises détenues par des femmes au Canada : regard sur l'exportation. *Rapports économiques et sociaux*, Statistique Canada, produit nº 36-28-000 au catalogue.

Shearmur, R., et Polèse, M. (2007). Do Local Factors Explain Local Employment Growth? Evidence from Canada. *Regional Studies*.

Siedschlag, I., et Yan, W. (2023). Les investissements verts améliorent-ils le rendement des entreprises? Empirical evidence from Ireland. *Technological Forecasting and Social Change*.

Siedschlag, I., M. Di Ubaldo, et M. Tong Koecklin. (2018). Comparative performance of indigenous and multinational firms operating in Ireland. Bruxelles : Commission européenne. Disponible au lien suivant : https://www.esri.ie/publications/comparative-performance-of-indigenous-and-multinational-firms-operating-in-ireland

Slade, M. (2022). Many losers and a few winners: The impact of COVID-19 on Canadian industries and regions. *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, vol. 55, p. 282 à 307.

Statistique Canada. (2020). Enquête canadienne sur la situation des entreprises : Répercussions de la COVID-19 sur les petites entreprises au Canada, mars 2020. *Le Quotidien*, p. 1 à 4. Produit nº 11-001-X au catalogue de Statistique Canada.

Statistique Canada. (2023). Profil de la population autochtone. Recensement de la population de 2021. Produit nº 98-510-X2021001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa, Canada. Tiré du site Web de Statistique Canada.

Tam, S. (2022). Analyse des petites entreprises au Canada, premier trimestre de 2022. *Analyse en bref*, Statistique Canada, produit nº 11-621-M au catalogue.

Tam, S., Sood, S., et Johnston, C. (2020). Les répercussions de la COVID-19 sur les entreprises appartenant majoritairement à des membres des minorités visibles, troisième trimestre de 2020. *StatCan et la COVID-19*, Statistique Canada, produit nº 45280001 au catalogue.

Unsal, A., Ugurlu, E., et Sankinc, I. (2009). Ownership identity and firm performance in manufacturing companies in Turkey: A multinomial logit model approach. *International Journal of Economics and Finance Studies*, vol. 1, nº 2, p. 23 à 34.

Wan, L. Y. (2017). Literature Review about the Influence Factors of Self-employment. *American Journal of Industrial and Business Management*, vol. 7, p. 79 à 92.

Wang, J., Li, J., et Zhang, Q. (2021). Does carbon efficiency improve financial performance? Evidence from Chinese firms. *Energy Economics*, vol. 104, p.105658.

Weitzman, M. (1974). Prices vs quantities. *Review of Economic Studies*.

Wilson, D., et Macdonald, D. (2010). The income gap between Aboriginal peoples and the rest of Canada. Ottawa : Centre canadien de politiques alternatives.

Young, et Johnson. (2011). Towards Best Practices in analyzing Datasets with Missing Data: Comparisons and Recommendations. *Journal of Marriage and Family*, vol. 73, nº 5, p. 926 à 945.